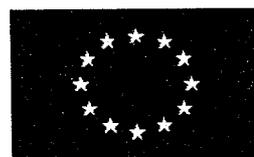


RAC 2007

REPUBLIQUE DU BURUNDI



DELEGATION DE LA COMMISSION  
EUROPEENNE AU BURUNDI



## RAPPORT ANNUEL CONJOINT

BURUNDI

2007

## ACRONYMES

ACP	Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique
ANE	Acteur non étatique
APE	Accord de Partenariat Economique
ARCANE	Appui au Renforcement des Capacités des Acteurs Non Etatiques
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BINUB	Bureau Intégré des Nations Unies au Burundi
BM	Banque Mondiale
BRB	Banque de la République du Burundi (Banque Centrale)
CE	Communauté Européenne
CELON	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CEPGL	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CIRGL	Conférence Internationale pour la région des Grands Lacs
CNDD-FDD	Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Force de Défense de la Démocratie
CNIDH	Commission Nationale Indépendante pour les Droits de l'Homme
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
CSLP	Cadre Stratégique de Croissance Economique et de Lutte Contre la Pauvreté
DCE	Délégation de la Commission Européenne
DDRR	Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Réintégration
DSC	Document de Stratégie de Coopération
EAC	East African Community
ECHO	Office d'Aide Humanitaire
ESA	Eastern and Southern Africa
FAB	Forces Armées Burundaises
FBU	Francs burundais
FDN	Forces de Défense Nationale
FED	Fonds Européen de Développement
FMI	Fonds Monétaire International
FRPC	Fonds pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
IBW	Institutions de Bretton Woods
IDH	Indice de développement humain
IEDDH	Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme
LRRD	Linking Relief, Rehabilitation and Development
MCVS	Mécanisme Conjoint de Vérification et de Suivi
ME	Millions d'Euros
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ON	Ordonnateur National du FED
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONUB	Opération des Nations Unies au Burundi
PACE	Pan-African Programme for the Control of Epizootics
PAGE	Programme d'Appui à la Gestion Economique
PALIPEHUTU-FNL	Parti de Libération du Peuple Hutu-Front de Libération Nationale
PBC	Peace Building Commission
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability
PIB	Produit Intérieur Brut
PIN	Programme Indicatif National

RAC 2007

PIR	Programme Indicatif Régional
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
PREBU	Programme de Réhabilitation du Burundi
PSU	Programme Social d'Urgence
RAC	Reste à Contracter
RAL	Reste à Liquider
RAP	Reste à Payer
RSUE	Représentant Spécial de l'Union Européenne
STABEX	Système de Stabilisation des recettes d'Exportations
UE	Union Européenne
USD	Dollars américains
ZLE	Zone de Libre Echange

## TABLE DES MATIERES

<b>1. MISE A JOUR DE LA SITUATION POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>1</b>
1.1. MISE A JOUR DE LA SITUATION POLITIQUE .....	1
1.2. MISE A JOUR DE LA SITUATION ECONOMIQUE .....	3
1.3. MISE A JOUR DE LA SITUATION DE PAUVRETE ET LA SITUATION SOCIALE.....	6
<b>2. EXAMEN DE LA COOPERATION PASSEE ET EN COURS .....</b>	<b>7</b>
2.1. SECTEURS DE CONCENTRATION ET SOUTIEN MACROECONOMIQUE .....	7
2.1.1. Programmes d'appui budgétaire et d'appui à la réforme de la gestion des finances publiques.....	7
2.1.2. Programme Post Conflit de Développement Rural «PPCDR».....	8
2.1.3. Programme d'Appui à la Bonne Gouvernance « Gutwara Neza ».....	9
2.1.3.1. Composante Etat de droit.....	9
2.1.3.2. Composante Gestion transparente et équitable des affaires publiques .....	9
2.1.3.3. Composante Appui au processus de décentralisation.....	10
2.1.4. Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté et d'Allègement de la dette multilatérale « PPARP » .....	10
2.1.5. Appui Budgétaire à la Stabilité Macro – Economique 2007 - 2008.....	11
2.2. PROJETS ET PROGRAMMES HORS CONCENTRATION .....	12
2.2.1. Construction de la Route Nationale n° 12 : Gitega – Karuzi – Muyinga et réhabilitation de la voirie urbaine de Bujumbura - .....	12
2.2.2. Projet d'Appui à l'Ordonnateur National du FED « CELON ».....	12
2.2.3. Commerce.....	12
2.3. UTILISATION DES RESSOURCES DESTINEES AUX ACTEURS NON ETATIQUES (ANE).....	12
2.4. UTILISATION DE L'ENVELOPPE B .....	13
2.4.1. PPCDR – composante 4 .....	13
2.4.2. Projet de Lien Urgence – Réhabilitation – Développement dans le secteur de la Santé au Burundi « LRRD - Santé Plus » .....	13
2.5. AUTRES INSTRUMENTS .....	14
2.5.1. STABEX.....	14
2.5.2. Lignes budgétaires.....	14
2.5.2.1. Sécurité alimentaire.....	14
2.5.2.2. Lutte contre les mines anti personnel.....	15
2.5.2.3. Droits de l'Homme.....	15
2.5.2.4. Cofinancement ONG.....	15
2.5.3. ECHO .....	15
2.5.3.1. Sécurité alimentaire.....	15
2.5.3.2. Santé.....	16
2.5.3.3. Nutrition.....	16
2.5.3.4. Eau et assainissement.....	16
2.5.3.5. Protection.....	17
2.5.4. Coopération régionale.....	17
<b>3. STRATEGIE UE-AFRIQUE .....</b>	<b>17</b>
3.1. PAIX, SECURITE ET BONNE GOUVERNANCE, COMMERCE, INTEGRATION REGIONALE ET INTERCONNECTIVITE .....	17
<b>4. COORDINATION DES BAILLEURS ET HARMONISATION .....</b>	<b>19</b>
<b>5. DIALOGUE DANS LE PAYS AVEC LES ANE'S, LES AUTORITES LOCALES ET LES PARLEMENTS NATIONAUX .....</b>	<b>20</b>
<b>6. CONCLUSIONS.....</b>	<b>20</b>
<b>7. ANNEXES.....</b>	<b>22</b>

# RAPPORT ANNUEL CONJOINT 2007 – BURUNDI

## 1. MISE A JOUR DE LA SITUATION POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

### 1.1. Mise à jour de la situation politique

L'année 2007 a démarré sous les meilleurs auspices.

En effet, en janvier, les quatre journalistes emprisonnés en Novembre 2006 pour « diffusion d'information portant atteinte à la sécurité de l'Etat » et « violation du secret de l'instruction » ont été libérés par la Cour Suprême avec un non lieu et l'ex Président, l'ex Vice Président de la République et quatre, sur cinq, autres personnalités incarcérées depuis juillet 2006 pour « tentative de coup d'état » ont aussi été libérés par la Cour Suprême pour insuffisance de preuve. La Communauté internationale s'est réjouie de ce dénouement heureux, après avoir manifesté formellement son inquiétude, et de ce qu'elle a considéré comme la manifestation d'une volonté politique de sortir de la crise et une preuve du bon fonctionnement des institutions.

Mais dès février, avec l'éviction du président du parti CNDD-FDD lors du congrès extraordinaire de Ngozi, puis sa mise en détention en avril, une crise interne à ce parti qui détenait la majorité absolue au Parlement a débouché sur une crise politique qui a paralysé le Parlement et les autres institutions nationales. Cette crise n'a trouvé un dénouement qu'après de longues et difficiles négociations entre le Président de la République et les leaders des différents partis politiques, la nomination d'un nouveau 1<sup>er</sup> Vice Président de la République le 8 novembre et la constitution d'un gouvernement d'« unité nationale » le 14 novembre 2007. La création d'un nouveau gouvernement le 13 juillet n'avait pas permis de résoudre la crise car les ministres qui étaient censés représenter les partis d'opposition n'étaient pas reconnus par ces partis, La Communauté internationale et notamment l'UE a été très active pour aider le pays à sortir de cette crise qui n'a pas été sans conséquence en termes d'instabilité gouvernementale, de retard dans la mise en œuvre de programmes de développement et de poursuite des réformes qui nécessitaient adoption de lois.

Un autre signe très encourageant du début de l'année 2007 a été le démarrage du Mécanisme Conjoint de Vérification et de Suivi (MCVS) de la mise en œuvre de l'Accord de cessez le feu signé en septembre 2006 entre le Gouvernement du Burundi et le Palipehutu-FNL et suite à une suspension, la reprise effective des travaux le 29 juin après la rencontre entre le Président de la République et les dirigeants du FNL à Dar es-Salaam le 17 juin. Hélas, dès la fin juillet, les 12 membres de la délégation du FNL quittaient brusquement Bujumbura. Les explications de ce départ précipité, fournies ultérieurement par communiqué, parlent de protestation contre des restrictions imposées à leur délégation par l'équipe de protection de l'Union Africaine, composée de Sud africains et accusent le Facilitateur de partialité en faveur du Gouvernement. Depuis cette date les multiples tentatives de la part du gouvernement, de la Facilitation, de l'Initiative Régionale, et de la Communauté internationale (UA, BINUB, EU) pour faire revenir le FNL dans le MCVS ont échoué. Les menaces de sanctions envers le FNL proférées par la Tripartite + si les choses ne bougeaient pas avant la date buttoir du 31/12/2007, date de fin de mandat du Facilitateur et de la force de protection de l'UA, sont restées sans effet. Le regroupement dans des camps de soit disant « dissidents du FNL » n'a fait qu'aggraver la tension et des escarmouches, avec parfois morts d'hommes, entre les forces de défense nationale (FDN) et le FNL sont devenues plus fréquentes vers la fin de 2007.

A la fin de l'année le Parlement a manifesté le souhait de créer une commission parlementaire sur ce sujet, mais ce projet n'a pas abouti car il n'y a pas eu d'accord sur ce que pouvait ou devait être le rôle d'une telle commission dans le processus de négociations à réactiver.

La sécurité qui avait connu une embellie en 2006 s'est à nouveau dégradée en 2007, avec une nette aggravation, imputée pour partie au FNL, vers la fin de l'année justifiant la remise en place le 16 novembre par le Gouvernement d'un couvre-feu aux routes qui desservent Bujumbura. On constate en effet une augmentation du nombre de vols à main armée, d'attentats à la grenade et de coups de feu sporadiques ainsi qu'une recrudescence d'embuscades sur les routes. Le grand nombre d'armes légères et de grenades en circulation dans le pays sont des facteurs évidents d'insécurité et le programme de collecte de celles-ci est, pour l'instant, peu efficace. L'année s'est terminée par l'assassinat, encore inexpliqué, à Ruyigi d'un membre de l'ONG ACF qui a provoqué le départ du Burundi de cette ONG.

Dans l'ensemble, la situation des droits de l'homme ne s'est pas améliorée en 2007. Les enquêtes sur les massacres de Gatumba en 2004 et de Muyinga en 2006 ne sont pas encore terminées ou les rapports n'ont pas été communiqués et aucun responsable n'a encore été traduit en justice. Les violences sexuelles contre les femmes et les enfants (MSF a accueilli 1435 victimes de violences sexuelles dont 199 de moins de 5 ans en 2007) restent un problème particulièrement préoccupant, d'autant que très souvent les agresseurs ne sont jamais arrêtés ou condamnés alors qu'ils sont connus des victimes. Il faut tout de même noter que, suite au lancement en décembre 2006 par le Président de la République du processus de création d'une Commission Nationale Indépendante pour les Droits de l'Homme (CNIDH) au Burundi, celui-ci, dans une approche participative et inclusive a permis, en 2007, l'élaboration d'un projet de loi portant création, organisation et mandat de la CNIDH, qui a été validé par les partenaires et qui doit maintenant être présenté au Conseil des ministres puis au Parlement pour approbation.

Le Gouvernement s'est engagé politiquement à mettre fin à l'impunité, qui est un véritable fléau au Burundi classé 131ième dans le rapport 2007 de Transparency International, mais peu de mesures concrètes ont été prises à cet effet ; la brigade anti corruption et la cour anti corruption n'ont pas, en 2007, vraiment commencé à travailler. Il faut tout de même noter l'adoption d'un certains nombres de réformes dans le domaine de la gestion des finances publiques, avec l'aide et l'appui de la CE et de la BM.

Des progrès notables ont aussi été accomplis vers la mise en place de mécanismes de Justice Transitionnelle. Après de longues négociations entre le BINUB et le Gouvernement un accord cadre sur la création d'un Comité Directeur Tripartite (Gouvernement, Société civile, NU) pour des consultations nationales sur les mécanismes de justice transitionnelle au Burundi a été signé le 2 novembre. Le financement de ce Comité sera assuré sur les Fonds de consolidation de la Paix des NU. A l'issue de son mandat d'un an, on peut espérer que les conditions seront remplies pour envisager la mise en place d'une Commission Vérité et Réconciliation et d'un Tribunal International.

Les relations entre le Gouvernement et les médias, très dégradées en fin 2006, se sont améliorées en 2007. Le Président a rencontré la presse à plusieurs occasions et le 25 septembre 2007 une loi a été signée portant mission, composition, organisation et fonctionnement du Conseil National de la Communication(CNC). L'Association burundaise des journalistes s'est félicité des progrès en cours mais a fait part de son désaccord sur le fait que les membres du CNC soient nommés par le Président de la République.

La Commission de Consolidation de la Paix a été active pour le Burundi en 2007. Avec l'aide du BINUB et des autres parties concernées (société civile et partenaires), le Gouvernement a élaboré un cadre stratégique de consolidation de la paix, approuvé par la PBC le 20 juin, axé sur huit priorités qui définit le rôle et les engagements des différentes parties prenantes (gouvernement, PBC, société civile et partenaires) dans le processus de consolidation de la paix et un Mécanisme de Contrôle et de Suivi en novembre 2007. 12 projets ont été soumis au Fonds de Consolidation de la

Paix et approuvés pour financement, concernant la réforme du secteur de sécurité, les droits de l'homme et la justice, la gouvernance et le règlement des litiges fonciers.

Le dialogue politique selon l'Article 8 de l'Accord de Cotonou qui avait démarré en décembre 2006, n'a pas été poursuivi avec beaucoup de constance en 2007, essentiellement à cause de la crise politique qui a bloqué toute action gouvernementale durant presque toute l'année. Le dialogue avec les différents partis politiques a lui été riche et intense et a participé à la sortie de crise de la fin de l'année.

An niveau régional plusieurs faits marquants sont à signaler.

Une réunion ministérielle à Bujumbura le 17 avril 2007, à laquelle participaient le commissaire Michel et le ministre belge des affaires étrangères, a marqué la relance de la CEPGL qui était en sommeil depuis 1994, avec notamment la reprise d'activité du Secrétariat exécutif et le lancement d'études sur les infrastructures routières, l'énergie hydroélectrique et la recherche agronomique, grâce à un appui fourni par la CE, géré par la délégation du Rwanda, et la Belgique.

Le 1<sup>er</sup> juillet le Burundi est devenu membre de plein droit de la Communauté Est Africaine (EAC). Les ministres de l'EAC se sont rendus au Burundi début octobre dans le cadre des activités de contrôle et d'évaluation de la Communauté.

Le 28 juin, l'Assemblée nationale a ratifié le Pacte de sécurité, de stabilité et de développement de la CIRGL, dont le secrétariat exécutif est maintenant totalement installé à Bujumbura et opérationnel.

Enfin il est à signaler que les problèmes récurrents aux Kivu voisins ne sont pas sans effet sur le Burundi en termes de sécurité (il est parfois fait état de liens entre le Front le Libération du Rwanda-FDLR- et le mouvement Palipéhutu-Fnl), et de mouvements de réfugiés (arrivée de réfugiés en provenance du Kivu sur le sol burundais).

## **1.2. Mise à jour de la situation économique <sup>1</sup>**

Dans l'ensemble, les performances du Burundi au niveau macroéconomique et de la gestion des finances publiques n'ont pas été mauvaises même si encore relativement faibles.

La croissance est plus faible que prévu (3,6% selon le FMI) et est inférieure aux prévisions en raison de la très mauvaise performance des récoltes de café (intempéries, vieillissement et manque d'entretien des plantations- la récolte est passée de 25 000T en 2006 à 8 000T en 2007-) et des exportations, ainsi que des retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles, retards dus principalement à des difficultés politiques. La situation économique devrait s'améliorer en 2008. Selon les projections, la croissance atteindra 6 % environ grâce au redressement conjoncturel de la production de café.

Les réformes en cours au niveau de la filière café n'ont également pas évolué au cours de l'année du fait de l'absence d'une politique claire de libéralisation de la filière café. Néanmoins, le secteur café commence à bénéficier de nouveaux financements privés grâce aux décisions prises antérieurement sur la libéralisation des investissements et sur les modalités de commercialisation. La production du thé n'a pas non plus fait de très bonnes performances. La production vivrière de l'année 2007 a connu une légère baisse par rapport à l'année 2006 (fortes précipitations, inondations, maladies). Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 50 % par rapport à l'année dernière et le pouvoir d'achat des ménages s'est progressivement érodé. Le retour de la sécurité dans les régions

---

<sup>1</sup> Sources : 6<sup>ème</sup> revue FRPC – FMI, Etude Impact CAE

cotonnières ainsi que l'extension des surfaces emblavées, ainsi que l'augmentation des prix au producteur sont des facteurs qui ont favorisé la reprise de la production du coton. En ce qui concerne le palmier à huile, le vieillissement des plantations et la non application d'engrais n'ont pas permis une bonne production pour l'année 2007. Dans les secteurs de l'élevage et de la pêche, la production a repris suite à des actions de repeuplement avec l'aide de bailleurs (PRASAB, FIDA, FAO...).

L'inflation a été plus importante que prévue mais maîtrisée (inférieure à 10%). En 2008, le budget évitant le recours au financement intérieur, l'inflation devrait se maintenir à un chiffre.

La politique monétaire a été renforcée et est restée prudente. Une nouvelle loi sur la banque centrale renforce l'indépendance de la BRB et son obligation de rendre compte. Le système bancaire est encore fragile et sous-capitalisé. Cependant, les créances douteuses diminuent, à mesure que les arriérés intérieurs sont apurés par le budget<sup>2</sup>. Le Burundi maintient une pratique de taux de change multiples. Le taux de change effectif réel s'est déprécié de 11,4 % en août 2007.

Le Burundi a de nouveau bénéficié de montants importants d'appui budgétaire 25M USD de la Banque Mondiale, 11M USD de la BAD, 2M€ de la France, 13M USD des Pays Bas, 9,126M USD de la Norvège et 16,3M € de l'UE. Les décaissements de ces montants ont été retardés par le scandale financier lié à l'affaire Interpetrol (paiement par la ministre des finances de montants indus, supposés de 17 milliards de francs burundais, à la société Interpetrol et fuite à l'étranger de la ministre) dans le courant du 2<sup>nd</sup> semestre 2007. Le montant total des appuis budgétaires s'élève à environ un tiers du total des recettes (hors dons en capital c'est-à-dire projets) du budget 2007 du Burundi<sup>3</sup>.

Dans le domaine de la gestion des finances publiques, les réformes se sont poursuivies ainsi que l'appui des bailleurs de fonds (voir la 6<sup>ème</sup> revue du programme du FMI : lancement du processus de recensement des effectifs de l'état, lancement d'un audit externe des dettes croisées du secteur pétrolier avec le budget, adoption d'un nouveau Code des Marchés Publics, lancement d'un projet de modernisation de la fiscalité, renforcement des capacités internes de la BRB, réformes de la comptabilité, informatisation des douanes etc.). Il est programmé qu'en 2008, le Gouvernement du Burundi continuera à réorienter les dépenses de sécurité vers les besoins sociaux et d'infrastructure, tout en finançant entièrement le déficit avec des dons et des prêts hautement concessionnels<sup>4</sup>. Les autorités renforcent graduellement l'administration des recettes. L'impact sur la collecte des recettes est positif comme en attestent les revues de la FRPC avec le FMI ainsi que les statistiques publiées par la BRB<sup>5</sup>. Une réforme de la politique fiscale est en cours d'élaboration. La masse salariale du Burundi reste importante. Une nouvelle phase de démobilisation devrait compenser le recrutement de nouveaux instituteurs ainsi que la hausse des allocations des agents de l'État et des salaires des hauts fonctionnaires. Le recensement des agents de l'État a été lancé en 2007, ce qui permettra d'établir un fichier unique de gestion des données de la masse salariale au Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement. Les Autorités s'emploient à resserrer les procédures d'engagement des dépenses, à suivre plus attentivement les engagements et à améliorer la comptabilité publique. Des progrès notables sont enregistrés en ce qui concerne le passage à un

<sup>2</sup> Les créances douteuses concernent, entre autres, le financement des campagnes de café garanti par l'Etat. Au travers de la mise en œuvre de sa stratégie d'apurement de la dette intérieure, l'Etat a payé en 2006 et 2007 les arriérés relatifs aux dettes de l'Office du Café vis à vis du secteur bancaire

<sup>3</sup> EUR/USD :1,4738 ; EUR/BIF :1709,70 au 31/12/2007 site Europa-infoeuro- Statistique BRB : au 31/12/2007 EUR/BIF :1657,34 et USD/BIF :1137,91 <http://www.brb.bi/pdf/v8.pdf>

<sup>5</sup> <http://www.brb.bi/pdf/iii1-1.pdf>

<sup>4</sup> Voir les revues du programme FRPC 2004-2007 avec le FMI. L'augmentation des dépenses pro-pauvres constitue une obligation vis-à-vis du FMI.

compte unique du Trésor.

Suite à la sérieuse crise de gouvernance économique liée à Interpetrol et à l'apparition de tensions budgétaires dans le courant du 2<sup>nd</sup> semestre 2007, la 6<sup>ème</sup> et dernière revue du FRPC du FMI a été signée au vu de la détermination des autorités à appliquer des politiques macroéconomiques saines, à réduire les dépenses non prioritaires, à relever certains droits d'accise et à prendre rapidement des mesures pour résoudre le problème de gouvernance. Suite à cette décision du FMI, les appuis budgétaires ont presque tous été décaissés mais tardivement.

D'après l'analyse sur la viabilité de la dette réalisée par le FMI et la Banque Mondiale fin 2007, « le Burundi est surendetté. Les indicateurs d'endettement extérieur dans le scénario de référence dépassent de manière sensible et soutenue les seuils indicatifs. Même avec une assistance au titre de l'initiative PPTE renforcé et de l'IADM (Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale), le ratio VAN de la dette/exportations devrait dépasser son seuil indicatif sur la totalité de la période 2007. Les indicateurs de viabilité budgétaire pour l'ensemble de la dette publique (intérieure et extérieure) signalent une position plus solide grâce à des efforts soutenus de mobilisation des recettes intérieures. Il ressort de l'analyse qu'il convient d'accorder une attention toute particulière aux exportations comme moteur de la croissance globale, et d'obtenir dans toute la mesure du possible un financement extérieur sous forme de dons. » Le Burundi espère pouvoir atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2008. Cependant, la réalisation des déclencheurs liés à la libéralisation du secteur du café et à la démobilisation n'est pas garantie à ce stade.

Concernant le commerce et l'intégration régionale, les pays membres du COMESA se sont mis d'accord à Nairobi en mai 2007 sur les taux du Tarif Extérieur Commun (TEC) : 0% pour les matières premières et biens d'équipement ; 10% pour les consommations intermédiaires ; et 25% pour les biens de consommation finale. Depuis le 1 juillet 2007, le Burundi est effectivement membre de la Communauté Est Africaine (CEA), mais son entrée dans l'Union douanière ne sera toutefois effective que par l'adoption du tarif extérieur commun (TEC) de la CEA, des règles d'origine communautaires, et l'élimination des droits de douane et taxes d'effets équivalents sur les produits originaires de la CEA. Enfin le 27 novembre 2007 à Kampala, les Etats membres de la CEA ont signé avec l'UE un accord cadre pour un APE entre la CEA et l'UE en vue de faciliter l'accès au marché et de développer la coopération. L'UE garantit le libre accès au marché pour les produits de la CEA (hors quota et droits de douane) avec une période transitoire pour le riz et le sucre. Les Etats membres de la CEA ouvriront aussi progressivement leurs marchés aux produits européens. Le démantèlement tarifaire s'étalera sur une période de 25 ans. Après 15 ans, 80% des exportations de l'UE vers la CEA, principalement les biens d'équipement et les produits industriels, ne paieront pas de droits de douane. D'après l'étude réalisée par le projet PAGE sur l'impact budgétaire de l'entrée du Burundi dans l'union douanière de la CEA<sup>7</sup>, l'impact budgétaire de l'APE serait très progressif, et n'affecterait pas de manière sensible les recettes des Etats membres avant plusieurs années puisque les premiers biens concernés par le démantèlement—les biens d'équipements—sont taxés dans le TEC à 0%. Une étude sur l'introduction de la TVA, qui n'existe pas au Burundi, a aussi été réalisée et a mis en évidence les difficultés d'une telle entreprise.

Toujours selon les résultats de cette étude, « les importations du Burundi proviennent presque à part égale de la CEA, de l'Union européenne (UE) et du reste du monde (RDM). Les pays de la CEA représentent aujourd'hui 29,7 % des importations du Burundi avec une forte prédominance des produits kenyans et ougandais. La Tanzanie, qui n'appartient pas à la ZLE du COMESA, ne fournit que 3,6% des importations du Burundi. Avec l'adhésion du Burundi dans la CEA, les produits tanzaniens vont entrer librement sur le sol Burundais, ce qui devrait avoir pour conséquence une

<sup>7</sup> Projet d'Appui à la gestion Economique (PAGE), anne Marie Geourjon, Bernard Laporte, (février 2008), *Impact budgétaire de l'entrée du Burundi dans l'union douanière de la Communauté Est Africaine, rapport pré-définitif*, <http://hdr.undp.org/en/countries>

modification des courants d'échanges au détriment des pays de la ZLE COMESA (hors CEA) et au profit des produits tanzaniens. En raison d'une faible substituabilité des produits tanzaniens avec les autres régions du monde, la modification des courants d'échanges ne devrait cependant affecter que très marginalement les importations en provenance de l'UE et du RDM ».

Les autorités ont lancé une initiative à moyen terme visant à améliorer la qualité des statistiques nationales. Une nouvelle loi statistique promulguée en septembre 2007 établit de meilleurs fondements juridiques pour les organismes de collecte de données.

### 1.3. Mise à jour de la situation de pauvreté et la situation sociale

La situation actuelle au Burundi reste globalement mauvaise même s'il y a eu des progrès par rapport à l'année 2006. Le Rapport Mondial des Nations Unies sur le développement humain 2007/2008 indique que le Burundi est monté de deux places, soit 167<sup>ème</sup> rang au lieu de 169 sur 177<sup>8</sup> pays. Mais au regard des indicateurs de bien-être social, le Burundi reste encore le 9<sup>ème</sup> pays le moins avancé du monde. Les chances qu'a le pays d'atteindre d'ici 2015 les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) sont faibles. L'indice de la pauvreté s'y situe à l'heure actuelle à 68 % (alors que le niveau fixé au titre de l'ODM est de 30 %). Le niveau élevé du VIH/SIDA a de lourdes conséquences pour les communautés, notamment dans les zones rurales, laissant beaucoup de ménages dans une situation de précarité encore plus marquée. Les taux de mortalité infantile atteignent 123 pour 1 000 (contre une moyenne de 103,1 pour 1 000 pour l'ensemble des pays africains, le niveau fixé pour l'ODM à l'horizon 2015 étant de 36 pour 1 000<sup>9</sup>).

Un autre défi pour le pays est constitué par le problème de l'évolution de la population burundaise qui a tendance à rajeunir avec une proportion de plus de 44% de personnes de moins de 15 ans en 2005. Sur base du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1990, les projections faites donnent une population de 7,7 millions d'habitants en 2005 et 10,3 millions d'habitants en 2015. Un nouveau recensement de la population financé pour une partie par la Commission Européenne et géré par l'UNFPA a démarré en 2007. Les résultats finaux auront lieu fin 2008.

Dans le secteur éducation, la situation a évolué favorablement en 2007, le taux brut de scolarisation en primaire a largement dépassé les niveaux d'avant la crise. Il est passé de 70% en 1992 à 81,6% pour l'année scolaire 2006-2007. Certaines provinces ont enregistrées même un taux brut de scolarisation qui approche les 100%<sup>10</sup>. Ce niveau de performance fait croire que le Burundi pourra atteindre l'objectif OMD de scolarisation universelle à l'horizon 2015<sup>11</sup>. Cependant, au-delà des données quantitatives restent l'interrogation sur la qualité de cet enseignement et le problème des régularisations des salaires promis par l'Etat demeuré sans réponse. La rentrée scolaire 2007-2008 a été interrompue par plusieurs mouvements de grève. Les revendications socioprofessionnelles des personnels de l'enseignement tardent à trouver des réponses satisfaisantes. Le ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération internationale a intégré cette hausse des salaires des fonctionnaires dans la loi budgétaire 2008.

Sur le plan de la santé, le plan National de Développement Sanitaire (PNDS) qui a été signé en 2005 suit son cours. La politique nationale du ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA a

<sup>8</sup> <http://hdr.undp.org/en/countries>

<sup>9</sup> Web Site de la Banque Mondiale

<sup>10</sup> Ce pourcentage peut dépasser 100% grâce au fait que quelques élèves plus âgés ont également profités de la gratuité introduite en 2005.

<sup>11</sup> Pour la liste complète des objectifs, cibles et indicateurs OMD voir : <http://www.un.org/french/millenniumgoals/index.shtml>

été finalisée en 2007. L'objectif principal est d'atteindre l'accès universel aux services et aux soins de santé d'ici 2010. cet objectif semble très difficile à atteindre dans le temps imparti compte tenu notamment i) du sous investissement dans le domaine de la santé, ii) de la faible capacité du gouvernement à organiser et à réguler le secteur iii) des difficultés rencontrées par les Partenaires Techniques et financiers pour participer au dialogue sectoriel, iv) du retard cumulé d'investissement dans les infrastructures, les équipements et les ressources humaines. Le gouvernement du Burundi dispose néanmoins, dans ce contexte, de beaucoup de marges de manœuvre pour améliorer la qualité et l'accès aux services, poursuivre la réhabilitation des infrastructures et assurer un redéploiement des ressources humaines avec de meilleures compétences. En réponse à l'Objectif 4 du Millénaire, qui cible une baisse du taux de mortalité de 2/3 d'ici à 2015 pour les enfants de 0 à 5 ans, le gouvernement se donne pour objectif dans le CSLP de réduire le taux de mortalité infantile pour les enfants de 0 à 1 an de 43%, ce taux devant passer de 114 sur 1000 en 2005 à 90 en 2010 et 65 en 2015. L'intervention de la Commission européenne dans le secteur de la santé via le programme Santé Plus, qui va effectivement démarrer au début 2008, s'inscrit dans un appui au plan national du secteur et visera une utilisation plus rationnelle des ressources. Ce programme est considéré comme une expérience pilote de mise en œuvre de la nouvelle politique de santé au Burundi dans 4 provinces.

La question foncière est également une source d'instabilité au Burundi, un des défis du pays aujourd'hui est d'assurer la protection des droits des centaines de milliers de réfugiés burundais en Tanzanie, dont beaucoup, sous pression du gouvernement tanzanien, retournent actuellement dans leur pays. La plupart des nombreux problèmes fonciers, à l'origine de multiples conflits dans le passé, n'ont toujours pas été réglés. Le retour de ces réfugiés est susceptible de provoquer des conflits autour de la propriété des terres. Des organisations internationales ont commencé à fournir une aide à ceux qui sont candidats au retour. De son côté, le Gouvernement a mis sur pied une commission nationale « Terres et Autres Biens », qui bénéficie d'un appui financier du PBF, pour aider à la solution de ces problèmes.

De façon générale, l'année 2007 a été une année d'accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles. Des progrès sont observés dans les domaines de la santé et de l'éducation. La croissance a repris timidement mais le Burundi reste fortement dépendant de l'aide internationale qui a représenté, en 2007, plus de 30% (dons courants et en capital confondus) du PIB.

## **2. EXAMEN DE LA COOPERATION PASSEE ET EN COURS**

L'année 2007 a été celle de la finalisation des documents préparatoires au 10<sup>ième</sup> FED, à savoir Document de stratégie pays et Programme Indicatif National et de la signature en décembre du PIN pour le 10<sup>ième</sup> FED pour un montant d'aide programmable de 188M€. Les secteurs de concentration sont la réhabilitation et le développement rural d'une part et la santé d'autre part, l'appui budgétaire représentant 47,9% de l'aide programmable.

On peut considérer que l'année 2007 a été une bonne année pour la coopération en cours entre le Burundi et la Commission européenne. Les prévisions financières ambitieuses ont pu être réalisées. Le montant officiel des paiements a été de 63M€, hors aide humanitaire, soit presque quatre fois supérieur à celui de 2006 et les engagements individuels se sont élevés à 112M€. Une partie du retard dans la mise en œuvre du 9<sup>ième</sup> FED a donc été rattrapée en 2007

### **2.1. Secteurs de concentration et soutien macroéconomique**

#### **2.1.1. Programmes d'appui budgétaire et d'appui à la réforme de la gestion des finances publiques**

En 2007, la CE a décaissé la dernière tranche d'appui budgétaire du Programme Pluriannuel

d'Appui à la Réduction de la Pauvreté au cours du premier semestre 2007. Elle également préparé la Convention de Financement pour un 2<sup>ème</sup> programme d'appui budgétaire pour 2007 et 2008. Elle est parvenue à décaisser la première tranche d'appui budgétaire de cette nouvelle Convention qui a été signée en septembre 2007. Ce dernier décaissement s'est fait avec retard suite à une nouvelle crise de gouvernance économique (Interpétrol). Cette dernière a été réglée avec le concours et la coordination de tous les bailleurs de fonds impliqués dans l'appui au programme de réformes de la gestion des finances publiques et donnant des appuis budgétaires au Burundi ainsi qu'avec le FMI (voir le paragraphe sur la coordination entre les bailleurs). Ces appuis budgétaires ont permis au Burundi d'exécuter la majorité des dépenses prévues dans le budget 2007. Les programmes d'appui budgétaire de la CE au Burundi permettent à la CE de s'impliquer d'avantage dans l'amélioration de la gestion des finances publiques.

D'autre part, la CE a organisé et assuré le financement de plusieurs missions d'assistance techniques auprès du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement. Une mission d'AT a élaboré un schéma directeur pour l'informatisation du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement. L'autre mission d'AT a assisté la Ministère à établir les éléments importants à considérer pour l'élaboration de la stratégie de réforme de la gestion des finances publiques qui n'est toujours pas terminée. Cette mission a également assisté le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement dans ses discussions avec le FMI pour la conclusion de la 6<sup>ème</sup> revue du programme FRPC. Elle a assisté le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement à formuler la requête pour les tranches d'appui budgétaire. Elle a travaillé à l'élaboration de Tableaux des Opérations Financières de l'Etat mensuel par les services du MINFIN. Elle a largement contribué à formuler le projet de Loi Organique des Lois de Finances. Elle a informé le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement sur l'exercice PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability). Cet exercice PEFA se fera en 2008. La CE a également appuyé financièrement la Cellule d'Appui du Cadre de Partenariat afin d'améliorer l'appropriation du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement de la gestion du programme de réformes de la GFP (Gestion des Finances Publiques). Les termes de références ont été revus avec l'aide de la 2<sup>ème</sup> mission d'AT au Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement.

La DCE a également activement participé aux travaux du Comité de Suivi des Dépenses PPTE. La CE a également accepté de financer le premier audit de l'utilisation des ressources PPTE.

### 2.1.2. Programme Post Conflit de Développement Rural «PPCDR»

L'Objectif global du programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté par l'amélioration des conditions de vie et de travail en milieu rural tandis que l'Objectif spécifique est l'augmentation durable et équitable des revenus en milieu rural.

Ce projet, géré en régie indirecte, a démarré réellement ses activités au mois d'août 2007 avec la mise en place de la Cellule de Coordination et de Gestion du Programme. Dans le cadre de la formulation des activités de la composante 1, « mise en place d'outils de sécurisation alimentaire » des ateliers provinciaux ont été organisés au cours du dernier trimestre 2007 dans les 5 provinces concernées par cette composante (Kirundo, Muyinga, Cankuzo, Ruyigi et Rutana) afin de définir de manière participative (avec les bénéficiaires et les Responsables provinciaux de l'agriculture et de l'élevage), les actions concrètes à mener. Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 4 (sur l'enveloppe B), « mise en place des conditions d'accueil des sinistrés », des conventions de contribution ont été signées en

décembre 2007, pour un total de 10 Mo€, avec les agences spécialisées des Nations Unies (voir point 2.4.1.)

### 2.1.3. Programme d'Appui à la Bonne Gouvernance « Gutwara Neza »

L'Objectif global du programme est de contribuer au renforcement du processus de paix et de croissance du Burundi, dans la perspective de lutte contre la pauvreté, de développement durable et d'égalité des genres. L'Objectif spécifique est le renforcement de l'état de droit, l'accompagnement d'une gestion transparente et équitable des affaires publiques et l'accompagnement et l'avancement du processus de décentralisation.

La cellule de gestion du projet, en régie indirecte, a commencé ses activités au mois de février 2007 et la mise en œuvre opérationnelle du programme a commencé avec l'adoption du premier devis programme de croisière en juin 2007. Le programme est articulé autour de trois composantes et les principaux résultats acquis en 2007 se présentent ainsi:

#### 2.1.3.1. Composante Etat de droit

- ***Appui à la réforme du fonctionnement des tribunaux de résidence***

La préparation et réalisation d'une enquête (quantitative et qualitative) au sein de la population réalisée du 19/11 au 8/12 sur les difficultés rencontrées dans le secteur de la justice a été l'une des activités majeures du Programme en matière de réforme de la justice. Trois provinces ont fait l'objet de cette enquête : Gitega, Bururi et Kayanza et un total de 2.805 ménages a été enquêté. Les résultats de ces enquêtes vont permettre d'identifier des pistes acceptées par la population pour améliorer/renforcer le fonctionnement de la justice de proximité, en particulier le fonctionnement des tribunaux de résidence. A cet effet, un groupe incluant le ministère de la justice, les bailleurs de fonds et la société civile a été initié.

- ***Reconstruction / réhabilitation des tribunaux de résidence et de 4 prisons***

Suite aux activités de coordination avec le Ministère de la Justice et avec les autres partenaires impliqués dans la construction des tribunaux de résidence, le dossier d'appel d'offre pour la construction de 26 tribunaux a été finalisé et lancé durant ce dernier trimestre 2007. La visite des 20 tribunaux de résidence à réhabiliter a été achevée. Les spécificités techniques du dossier d'appel d'offres pour les travaux d'extension et / ou réhabilitation de quatre prisons (Bururi, Gitega, Rumonge, Ruyigi) ont également été achevées. Les plans d'extension des prisons des provinces de Bururi et Ruyigi ont été validés par la Direction Générale des affaires pénitentiaires. Cela permettra la finalisation du dossier d'appel d'offres durant le premier trimestre 2008.

#### 2.1.3.2. Composante Gestion transparente et équitable des affaires publiques

- ***Renforcement du contrôle interne par l'Inspection Générale de l'Etat***

Au mois de novembre 2007, le Programme a organisé et animé un atelier de réflexion, avec pour objectif général de réfléchir en interne sur le positionnement, le statut, les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'Inspection Générale de l'Etat afin de dégager les grandes orientations ainsi que des propositions concrètes en termes de réforme des textes régissant l'Inspection. Au total, ce sont 21 inspecteurs qui ont activement participé à cet atelier. L'Inspection Générale de l'Etat en a fait une évaluation très positive et a sollicité du programme d'appui à la bonne gouvernance « Gutwara Neza », l'organisation d'un nouvel atelier de même nature à

l'intention d'autres inspecteurs. Ce nouvel atelier aura lieu durant le premier trimestre 2008.

2.1.3.3. Composante Appui au processus de décentralisation

- ***Formations des instances communales en matière de gestion des finances communales***

Une équipe représentative d'une intervention multi acteurs a été constituée (Gutwara Neza, Inspection Générale de l'Etat, Direction des finances communales, société civile, partenaires au développement) afin d'analyser la situation existante en matière de finances dans huit communes appartenant à sept provinces du Burundi. Dans chaque commune visitée et sur la base d'un canevas type d'échanges établis préalablement, le groupe initial a eu des entretiens avec l'ensemble des acteurs concernés par ce sujet. La perception du fonctionnement actuel des finances communales a permis de tirer des conclusions et d'élaborer les modules de formation pour chacun des groupes cibles.

- ***Appui au renforcement de la sécurisation foncière***

Face aux revendications de terres générées par l'afflux de réfugiés, qui ne font qu'amplifier le nombre toujours élevé de conflits sociaux sur la répartition des terres, et au besoin de mise en valeur de cette ressource pour le développement du Burundi, le gouvernement a mis en place un comité technique interministériel élargi qui aura pour tâche de rédiger un nouveau code foncier. A raison de deux réunions par mois, ce comité constitué du programme DCE Bonne Gouvernance « Gutwara Neza », de hauts cadres du Ministère de l'Intérieur, de l'Environnement et des Travaux publics, de la Justice, et d'un représentant de la société civile a permis d'identifier les activités contenues dans le devis-programme n°2 de "Gutwara Neza". (DAO guichet foncier, étude-diagnostic socio-foncier dans deux communes, préparation d'un atelier de validation de la fiche d'authentification des transactions foncières).

- ***Définition concertée d'une approche méthodologique de planification communale***

En décembre 2007, le guide national pratique de planification communale a été officiellement lancé par le Vice Ministère de la Planification. Cet outil a été retenu par le Gouvernement du Burundi comme un document national de référence en matière de planification communale et il a vu l'implication de plusieurs partenaires. Une ordonnance portant institution du guide comme seule référence en matière de planification communale a été préparée et publiée.

- ***l'appui au recensement de la population et de l'habitat : contrat de contribution UNFPA***

Pour la réalisation du recensement de la population prévu en août 2008 un contrat de contribution a été signé avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) pour un montant de 2,5 millions d'Euros et les fonds ont été versés au mois de décembre 2007 à hauteur de 2,25 Millions d'Euros.

2.1.4. *Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté et d'Allègement de la dette multilatérale « PPARP »*

L'appui budgétaire de la Commission européenne contribue à l'équilibre du budget du Burundi, soutient le gouvernement dans ses efforts de stabilisation et réhabilitation de l'économie et contribue à l'évolution positive du programme de réforme des finances

publiques et à la stabilité du cadre macroéconomique.

Au début de l'année 2007, la dernière tranche variable du programme 2004-2006 d'un montant de 1,8 millions d'Euros a été versée sur le compte du Trésor.

Une Cellule de gestion du PPARP a été mise en place au cours de l'année 2007 et un assistant technique international permanent appuie la Cellule. Les principales réalisations de l'année 2007 peuvent résumer ci après :

- L'élaboration, la coordination et le suivi du programme de réformes a été un succès. C'est ainsi que la 6<sup>ème</sup> Revue du FMI a été concluante et la lettre de confort a été accordé au Gouvernement du Burundi, la finalisation de la Loi Organique des Finances pour l'année 2008 a été fait dans les délais, le suivi de toutes les réformes des finances publiques identifiées dans la matrice des priorités des réformes 2007 – 2009 a été régulier.
- Dans le cadre de la programmation des étapes des réformes, la Cellule d'appui a préparé discuté et fait valider, par Comité Technique du Cadre de Partenariat des bailleurs de fonds, un plan d'actions prioritaires des réformes dans le domaine des finances publiques. Des bureaux chargés de la qualité comptable, de l'informatisation et de la gestion de la trésorerie ont été mis en place pour élaborer et mettre en application les reformes préconisées.
- Un projet de stratégie sectorielle et son plan d'actions a été préparé et discuté dans le cadre des réunions du cadre de partenariat. Les observations ont été formulées et la stratégie devra être améliorée en y intégrant les nouvelles attributions du Ministère.

La commission Européenne a aussi financé en 2007:

- la réalisation d'un audit financier et technique des fonds PPTTE (Pays Pauvres Très endettés),
- l'assistance technique à l'informatisation du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement.

#### 2.1.5. Appui Budgétaire à la Stabilité Macro – Economique 2007 - 2008

Au cours de l'année 2007, une nouvelle convention de financement pour l'appui budgétaire à la stabilité macro-économique 2007 – 2008 a été préparée et approuvée pour un montant de 30 millions d'Euros.

Les principaux résultats attendus de ce programme est l'équilibre du budget de l'Etat, la protection des dépenses primaires et le renforcement des dépenses sociales et la stabilité macro – économique, la réalisation du programme de réformes de la gestion des finances publiques, la réalisation du programme des réformes prévues dans le cadre Stratégique de Croissance Economique et de Lutte contre la Pauvreté et de la réduction de la pauvreté.

Il permettra également au Burundi d'accéder au point d'achèvement de l'initiative PPTTE (Pays Pauvres Très Endettés).

Au cours du mois de décembre 2007, une première tranche fixe de 11 millions d'Euros et une première tranche variable de 3,5 millions d'Euros ont été versées sur le compte du Trésor. . Le calendrier pour le paiement de cette 1<sup>ère</sup> tranche n'a pas été respecté par suite du report de la mission FMI consécutif au scandale financier Interpétrol. Cette dernière ainsi que les difficultés rencontrées par le gouvernement à remplir les conditions pour le décaissement des appuis budgétaires ont été gérées conjointement avec les membres du Cadre de Partenariat avec le partage régulier d'informations de la part du Gouvernement et du FMI.

## 2.2. Projets et programmes hors concentration

### 2.2.1. Construction de la Route Nationale n° 12 : Gitega – Karuzi – Muyinga et réhabilitation de la voirie urbaine de Bujumbura -

Il s'agit d'un très vieux dossier, la requête de financement pour la construction de la RN 12 et la Réhabilitation de la Voirie Urbaine date de juillet 2000 et la signature de deux conventions de Financement de décembre 2004 qui n'a pas été mise en œuvre. Il a enfin trouvé son aboutissement en 2007, après la signature de l'ETR qui a permis de dégager le complément de financement nécessaire, avec la signature des contrats de travaux et de surveillance. L'ordre de service pour commencer les travaux a été signé le 05 novembre pour la RN 12 et celui de la Voirie Urbaine de Bujumbura le 03 décembre.

### 2.2.2. Projet d'Appui à l'Ordonnateur National du FED « CELON »

La nouvelle Convention de Financement du projet « Appui à l'Ordonnateur National du FED » dont l'objectif spécifique est d'accroître les capacités institutionnelles et techniques de l'Ordonnateur National et des ministères techniques. a démarré en février 2007. Ce projet a permis notamment de doter les projets FED de nouveaux outils de gestion et de suivi financier (matériel informatique, logiciels TOMATE de gestion financière, de gestion des marchés et suivi-évaluation), d'élaborer différentes dispositions visant à harmoniser le fonctionnement des projets FED. Le personnel de la CELON, des projets en cours et les points focaux des ministères techniques ont suivi des formations afin d'améliorer leur connaissances des procédures du FED

### 2.2.3. Commerce

La Facilité de Coopération Technique (FTC) a été utilisée pour organiser et financer plusieurs missions d'assistance technique auprès du Ministère du Commerce afin de renforcer la participation des différents acteurs économiques et politiques (autorités nationales, société civile et secteur privé) aux négociations des APE. La CE a financé l'organisation d'un séminaire pour redynamiser les activités du Forum National Développement et de Politique Commerciale (FNDPC). Le projet ARCANE a commencé à travailler sur la restructuration de la Chambre de Commerce du Burundi.

## 2.3. Utilisation des ressources destinées aux acteurs non étatiques (ANE)

Un projet spécifique d'« Appui et de renforcement des Capacités des Acteurs non Etatiques », ARCANE, a été signé en Novembre 2006. L'objectif global de ce projet est de renforcer les capacités des acteurs non étatiques burundais pour lutter contre la pauvreté et promouvoir la réconciliation et la paix. L'objectif spécifique est de renforcer les capacités opérationnelles et décisionnelles des acteurs non étatiques burundais.

Le projet a débuté ses activités au mois d'avril 2007 avec l'arrivée de l'équipe de Gestion Les principales activités ont porté sur l'organisation de trois ateliers provinciaux et d'un atelier national pour la mise en place d'un processus participatif sur la définition des modalités opérationnelles d'intervention et sur les actions à mettre en œuvre pendant la période du projet ; le lancement des

travaux de consultation pour la réforme des organisations professionnelles du secteur privé ; l'élaboration d'un contrat de subvention en faveur des confédérations syndicales, de la maison de la presse et des syndicats ; la préparation des termes de référence et du dossier d'appel d'offres pour les appuis techniques et opérationnels des organisations syndicales et de la presse, de la mise en place des maisons des acteurs non étatiques (MANE) et la création et gestion journalière de sites Internet interactifs.

## **2.4. Utilisation de l'enveloppe B**

### **2.4.1. PPCDR – composante 4**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 4 du PPCDR « *mise en place des conditions d'accueil des sinistrés* » (sur l'enveloppe B), des conventions de contribution ont été signées en décembre 2007, pour une durée de 2 ans, avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés « UNHCR » à hauteur de 6,5 millions d'Euros et avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Enfance « UNICEF » à hauteur de 3,5 millions d'Euros, pour l'assistance à la réintégration des Burundais réfugiés, rapatriés et expulsés de Tanzanie. Le HCR et l'UNICEF prévoient d'assister par ce financement quelques 125 000 personnes, dont plus de 110 000 rapatriés volontaires et 15 000 expulsés.

### **2.4.2. Projet de Lien Urgence – Réhabilitation – Développement dans le secteur de la Santé au Burundi « LRRD - Santé Plus »**

La convention de financement du projet de lien Urgence – Réhabilitation – Développement dans le Secteur de la Santé au Burundi « LRRD – Santé PLUS » d'un montant de 7 870 000 Euros a été signée en septembre 2007.

L'objectif du projet est d'assurer un relais entre les projets des ONG humanitaires qui se terminent et la mise en place d'une politique de santé durable au Burundi. L'objectif spécifique du projet est la mise en place d'une offre de soin de santé accessibles et de qualité pour la population des provinces pilotes de Cankuzo, Ruyigi, Rutana et Karusi. Les résultats attendus du projet sont la rationalisation du financement du système de soins, la disponibilité de médicaments essentiels, l'amélioration de la qualité de soins et l'amélioration de la gestion des districts sanitaires. On peut regretter que la lenteur du traitement de cette proposition de financement à Bruxelles n'ait pas permis d'assurer une continuité entre le départ d'ECHO et le démarrage de ce projet.

Un lien étroit existe entre le projet "LRRD - Santé Plus" et la composante 4 du PPCDR. En effet, une des activités de la composante concerne la prise en charge médicale des « rapatriés, expulsés ou autres déplacés » dans les premiers trois mois ou six mois pour les malades chroniques à compter de la date de leur réintégration. Cette prise en charge va, à compter de la fin de la période de retour, être étendue aux indigents des provinces. Des synergies et des complémentarités pour la prise en charge de ces populations vont par conséquent être recherchées entre ces deux projets et devraient permettre d'avancer vers un dialogue sectoriel au niveau provincial et viser une harmonisation des approches et des outils. Cette harmonisation pourrait ensuite être dupliquée au niveau des provinces non concernées par le chevauchement des projets mais où la coordination sectorielle est tout aussi importante.

## 2.5. Autres instruments

### 2.5.1. STABEX

L'année 2007 a enfin vu la signature de l'avenant n°2 au COM 1992-1999 qui était au siège depuis 2005 avec une date limite des engagements de tous les fonds STABEX au 31/12/2008.

Les fonds STABEX étant affectés par filière agricole, les principales réalisations pour l'année 2007 sont :

*Pour la filière café* ; il y eu préparation et lancement des appels d'offres prévus dans le cadre des réhabilitations urgentes des usines de dépulpage et de lavage pour maintenir l'outil industriel en vue de faciliter le processus des réformes en cours sur le filière café. L'absence d'une feuille de route claire pour les réformes nuit à la poursuite du programme d'appui à la restructuration de cette filière.

*Pour la filière thé* : les actions menées visent au renouvellement de l'outil industriel en vue de permettre une amélioration dans le traitement de la feuille verte. On a également poursuivi l'objectif de l'extension de la culture dans les régions potentiellement favorable en vue de permettre à la population de ces régions d'avoir de nouvelles sources de revenu. C'est dans ce cadre que des pépinières ont été mises en place et des plants distribués ensuite aux paysans

*Pour la filière horticole* : il y a eu la poursuite des travaux de facilitation logistiques notamment en termes de mise en place des conditions pour l'amélioration de la qualité de la production et de mise à disposition des producteurs des variétés améliorées des fruits et légumes,

*Filière palmier* : on a entamé un programme de remplacement de vieux palmiers sur une superficie de 3000 ha.

*Actions en dehors des filière* : il y eu signature d'un contrat avec la FAO pour la mise en œuvre d'un projet de renforcement des capacités des encadreurs de proximité que sont les moniteurs agricoles et 5 pistes rurales prioritaires d'un linéaire de 69 km ont été mises en œuvre

### 2.5.2. Lignes budgétaires

En 2007, quelque 45 projets cofinancés par la CE étaient en cours sur différentes lignes budgétaires, pour un montant total de 18,5 M€ :

- 13 projets sur la ligne sécurité alimentaire pour un total de 4,5 M€,
- 21 projets sur la ligne Droits de l'Homme pour un total de 6,3 M€,
- 10 projets sur la ligne ONG - PVD pour un total de 6,3 M€,
- et un projet de 1,4 M€ contre les mines anti-personnelles.

#### 2.5.2.1. Sécurité alimentaire

Financée sur la ligne budgétaire 210202, le *Projet d'Appui à la Restauration de la Sécurité Alimentaire Durable au Burundi*, a été signée 13/02/2007. Le projet vise à renforcer l'Etat dans son rôle régalien de planification, de coordination et de suivi/contrôle des interventions d'appui à la sécurité alimentaire. Dans ce cadre, une convention de contribution pour un montant de 1,5 Mo€ a été signée en avril 2007 avec la FAO... L'assistance technique est en place (appui institutionnel au sein du MINAGRIE) depuis février 2008 (pour 2 ans).

Concernant les projets mis en œuvre par les ONG (appels à propositions FOOD, sur les lignes budgétaires 210201 et 210202), les activités ont continué pour les projets en cours. Les contrats finalisés (appel à propositions 2004) ont été clôturés. Trois contrats de l'appel à propositions 2005 (sur les 6 contrats signés) ont terminé leurs activités. Dans le cadre de l'appel à propositions FOOD 2006, sept (7) contrats ont été signés, avec des ONG locales (ADIC, CASOBU et Réseau Burundi 2000+) et internationales (Agro Action Allemande, Croix-Rouge Espagnole, ISCOS et World Vision Deutschland), pour un montant total de près de 2,5 Mo€. Ces projets ont démarré leurs activités dans le dernier trimestre de 2007.

Ces projets visent en particulier à réduire la vulnérabilité des populations face à l'environnement socio-économique et aux aléas climatiques en améliorant l'accès au revenu et aux facteurs de production et comportent chacun une composante aide alimentaire et une composante sécurité alimentaire.

#### 2.5.2.2. Lutte contre les mines anti personnel

Le projet d'Action humanitaire Contre les Mines « *Support to the Burundi Capacity Development Mine Action Programme* », a été signé le 22/12/2006 par le Siège et contresigné le 29/12/2006 par le PNUD. Ce projet d'action contre les mines avec 3 volets (éducation contre les risques des mines, marquage et déminage, renforcement des capacités nationales d'action contre les mines) a démarré en janvier 2007 (pour une durée de 15 mois).

#### 2.5.2.3. Droits de l'Homme

Sur la ligne budgétaire Droits de l'Homme, cinq nouveaux contrats d'une contribution CE totale de 340.000 € ont été signés avec des ONG locales (Troupe Pili-Pili, OPDE, UNIPROBA, ACAD, FVS/Amade) en novembre 2007. Il s'agit, entre autres, de l'assistance aux victimes de torture, de la protection et la défense des orphelins et enfants vulnérables, la promotion de l'égalité, de la tolérance et de la paix.

#### 2.5.2.4. Cofinancement ONG

Sur la ligne cofinancement avec des ONG européennes dans les pays en voie de développement, cinq contrats (avec les ONG AVSI, CORDAID, CORD et VIS) ont été conclus pour le Burundi pour un montant total de plus de 3 Mo€. Ces contrats ciblent notamment les services en faveur des enfants de la rue et des jeunes défavorisés, l'amélioration de la capacité de développement des ménages, l'appui aux programmes de santé de base, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et l'assainissement et le renforcement des capacités de coopératives agro-zootechniques.

### 2.5.3. ECHO

En 2007, ECHO est resté à un niveau de financement important dans les domaines clés de l'aide humanitaire, tout en amorçant pour certains secteurs un début de retrait afin de garantir une transition avec les opérations soutenues par la délégation de la Commission européenne au Burundi.

#### 2.5.3.1. Sécurité alimentaire

La vulnérabilité chronique qui prévaut au Burundi reste d'actualité, toujours aggravée par une surpopulation impressionnante, un accès aux sols réduit (d'autant que le retour des réfugiés continue), des méthodes agricoles dépassées. Les aléas climatiques de

la fin 2006, fortement exagérés par nombreux partenaires de terrain n'ont pas eu les impacts négatifs attendus sur le domaine de la sécurité alimentaire. L'ensemble des saisons agricoles de 2007, globalement correctes ont permis de diminuer la généralisation de la vulnérabilité. Cependant, la pauvreté du monde rural reste importante, et nécessite des appuis ponctuels d'urgence en attendant les impacts des projets long termes qui ne font que démarrer. C'est pourquoi ECHO a soutenu encore en 2007 des activités de distribution de nourriture et de semences dans des zones très affaiblies, tout en faisant ardemment la promotion de méthodes alternatives (foires aux semences, nourriture contre travail, Cash for Work) afin de faciliter la transition vers le développement. De même, ECHO, au travers d'un projet régional a permis la réintroduction de plans sains de manioc, suite à la disparition de cette plante à cause de la maladie de la mosaïque dans les années 2002 à 2005. Enfin, ECHO a renforcé dans ce domaine les capacités d'analyse de ses partenaires par le développement en promouvant l'harmonisation des outils d'analyse entre ses partenaires. Cinq contrats ont été signés dans ce domaine (PAM, FAO, CRS, CARITASB CISV) pour un montant de 7.268.000 € dont 4 Mo€ pour le PAM. A l'exception du projet de Caritas, tous les projets ont été clôturés fin 2007.

#### 2.5.3.2. Santé

ECHO a initié son désengagement dans le domaine de la santé. En effet, d'une part, DFID a pris le relais d'ECHO dans le financement des mesures de prise en charge de la gratuité pour les enfants et femmes enceintes. D'autre part, ECHO a amorcé son retrait en finançant pour la dernière année des projets sur les provinces de retour des réfugiés, puisqu'à compter de 2008, ces provinces seront gérées par un financement LRRD/FED Santé plus (qui a malheureusement pris du retard, créant un gap d'au moins 6 mois). ECHO continue de maintenir son soutien sur les provinces lacustres qui ne bénéficient pour l'heure d'aucun potentiel bailleur, bien que ces provinces soient des zones de retour des réfugiés importantes. Quatre contrats ont été signés dans ce domaine (MSFB, MSFH, GVC, CORDAID) pour un montant de 3.082.000 €.

#### 2.5.3.3. Nutrition

ECHO a soutenu en 2007 la mise en place d'une nouvelle approche de prise en charge de la malnutrition, appelée CTC (Community Therapeutic care). Cette approche permet la prise en charge à domicile des enfants mal-nourris, réduisant ainsi considérablement les coûts de prise en charge pour les structures de santé, ce qui facilite l'intégration de la malnutrition comme une pathologie normale. Cette approche a été mise en place sur 4 provinces, et 4 autres sont à suivre en 2008. Un travail important de coordination, ainsi que la mise en place d'un système de surveillance nutritionnel sont en cours. Quatre contrats ont été signés dans ce domaine (IMC, ACF, UNICEF, IMC) pour un montant de 1.995.000 €. Seul un projet avec IMC continue de fonctionner en 2008, suite au départ précipité d'ACF après l'assassinat d'une de leurs volontaires.

#### 2.5.3.4. Eau et assainissement

ECHO a soutenu encore 2 contrats (ACF et Solidarités pour un montant de 600.000 €) dans ce domaine, mais dans une perspective de transition, vu que les zones couvertes ont été reprises en cours d'année par la ligne thématique « water facility ». En parallèle, la contribution ECHO a continué à soutenir Solidarités pour une capacité de réaction aux urgences (900.000 €) : cela a permis l'accueil de nouveaux réfugiés congolais ainsi que la prise en charge d'une épidémie de choléra.

#### 2.5.3.5. Protection

4 secteurs d'intervention ont mobilisé le soutien de ECHO (avec 4 partenaires HCR, CNR, Croix Rouge allemande, CICR sur 5 contrats de 5.477.000 €) :

**Prise en charge des réfugiés congolais** : ECHO a continué son soutien sur les 2 camps existants de Gasorwe et de Gihinga. Suite à l'arrivée massive de nouveaux réfugiés congolais à la mi-année, ECHO a également appuyé la création d'un 3<sup>ème</sup> site.

**Droit humanitaire** : Le CICR a poursuivi son action des messages de la Croix Rouge et réunification familiale tandis que tous les centres de détention au Burundi ont pu être visités.

**Gestion des expulsés** : De mai 2006 à Décembre 2007, plus de 15 000 Burundais ont été expulsés de Tanzanie. ECHO a appuyé la création de sites de transit pour les accueillir tout en appuyant la mise en place d'un mécanisme de coordination entre les deux gouvernements du Burundi et de Tanzanie.

**Facilitation du retour des réfugiés présents en Tanzanie** : ECHO a appuyé le retour des populations présentes en Tanzanie au travers du soutien logistique au HCR, la remise de kits (NFI, nourriture, cash, grant..), l'appui à la construction de logements pour plus de 37 000 réfugiés, totalisant ainsi presque 400.000 retours depuis 2002. Si le nombre de camps a certes diminué, il a été constaté un essoufflement de la dynamique de retour. Mais il existe également une exaspération des autorités tanzaniennes qui ont clairement mentionnés aux autorités burundaises que 2008 devrait être la fin du rapatriement. Il reste début 2008 plus de 114.000 Burundais dans les 3 derniers camps de réfugiés de 93. A l'inverse, pour la première fois depuis 35 ans, une solution durable est envisagée pour les réfugiés de 1972, puisque 45.000 d'entre eux devraient être rapatriés tandis que plus de 170 000 devraient être naturalisés en Tanzanie.

Un relais a été amorcé avec la délégation puisque trois contrats sur le FED ont été signés fin 2007 avec l'UNICEF et le HCR dans le but de faciliter les phases initiales de réintégration, tandis qu'ECHO restera focalisé sur les opérations de rapatriement.

#### 2.5.4. Coopération régionale

Le Burundi est très étroitement associé au projet d'« *Appui au processus de Relance de la CEPGL* » qui est géré par la délégation du Rwanda.

Sur le Programme Thématique Environnement et Forêts tropicales, une réunion du projet régional qui implique huit ONG nationales au Botswana, Burkina Faso, Burundi, Kenya, Tunisie, Uganda, Zambie et Zimbabwe visant à « *instituer un système effectif de monitoring d'Aires Protégées comme contribution à la réduction de la biodiversité en Afrique* » s'est tenue au Burundi en décembre 2007.

### 3. STRATEGIE UE-AFRIQUE

#### 3.1. **Paix, sécurité et Bonne Gouvernance, Commerce, Intégration Régionale et Interconnectivité**

Au Burundi, la CE est fortement impliquée dans le processus de promotion de la paix et de dialogue politique en collaboration avec toute la communauté des bailleurs. La CE « soutien des stratégies régionales et nationales en faveur du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration et de la

réinsertion (DDRR) afin de contribuer à la réintégration des ex-combattants et à la stabilisation des situations d'après-conflit » au Burundi. Le processus de démobilisation (Programme Multi-pays de Démobilisation et de Réinsertion - MDRP) a pris du retard en 2007 et n'a pas donné satisfaction notamment dans sa dimension réinsertion. Il nécessitera une révision en profondeur s'il est poursuivi ou sera remplacé par un autre programme. Mais la problématique de la démobilisation n'est pas du tout réglée à ce stade. Il est aussi à espérer que le gouvernement du Burundi devra faire face dans un futur pas trop lointain au problème complexe et délicat de réinsertion des FNL.

En ce qui concerne le processus de consolidation de la paix et la « Peacebuilding Commission », tous les projets présentés à ce jour dans le cadre du « Peacebuilding Fund » ont été approuvés (il en reste quelques uns qui ne sont pas encore finalisés). La mise en œuvre vient de démarrer ou est sur le point de le faire. Le Cadre Stratégique de mise en œuvre de la consolidation de la paix, ainsi que le Mécanisme de Contrôle et de Suivi de ce cadre, dans lequel se sont engagés le gouvernement du Burundi, les Nations-Unies, les partenaires techniques et financiers ainsi que la société civile ont été approuvés. La CE a été désignée, avec le Royaume Uni, porte-parole de l'UE et des Etats Membres au sein du Comité de Pilotage conjoint du Fonds de la Consolidation de la Paix.

Au travers de ses deux programmes d'appui budgétaire et d'appui à la mise en place des réformes de la gestion des finances publiques et de son programme « Bonne Gouvernance », la CE « contribue à bâtir des institutions centrales efficaces et crédibles » et respectant les standards internationaux de bonne gouvernance. Ces programmes ont également pour objectif de « soutenir la stabilité macroéconomique et encourager à moyen terme la reprise de la croissance économique » au Burundi. La conclusion d'APE intérimaire concernant le commerce des biens signé fin 2007 entre l'UE et la CEA poursuit également le même objectif. Le programme de « Bonne Gouvernance » appuie le développement de « la capacité locale et le processus de décentralisation en vue de renforcer la démocratie et le développement ». Il contribuera également au renforcement de l'état de droit.

En vue de stimuler le développement du secteur privé, la CE est impliquée dans plusieurs initiatives de restructuration du secteur privé par exemple au niveau de la Chambre de Commerce et au niveau des négociations des accords de partenariat économique. Le développement du secteur agricole continue d'être fortement appuyé dans ses différentes composantes par le STABEX. Ces appuis se poursuivront en 2008.

En 2007, la CE a également signé une nouvelle Convention de Financement avec le Burundi dans le domaine de la santé afin « de contribuer à l'établissement d'une protection sociale pour les plus vulnérables, en soutenant la mise à la disposition des personnes les plus pauvres en Afrique, les soins de santé et les services sociaux de base (OMD 1-6) ». La CE est également impliquée dans le suivi des dépenses publiques faites sur les ressources de l'initiative PPTTE qui doivent être allouées aux secteurs sociaux et aux programmes de réduction de la pauvreté.

Le Programme Post Conflit de Développement Rural « PPCDR » contribue également à rétablir la stabilité économique et politique au Burundi par la mise en place d'outils de sécurisation alimentaire durable; la réhabilitation et la construction d'infrastructures rurales; le renforcement des capacités des acteurs du monde rural ; et la mise en place des conditions d'accueil des réfugiés ou déplacés.

Afin de contribuer à interconnecter les pays de la région des Grands Lacs, l'« Appui au processus de Relance de la CEPGL » qui été finalisé en 2007 comprend un volet important d'études dans le domaine de l'énergie, du transport routier, de la recherche agronomique et des échanges inter universités en plus d'un appui institutionnel au Secrétariat Permanent. La Délégation chef de file pour ce projet est celle du Rwanda. D'autre part, la CE a commencé en 2007 de grands chantiers de réhabilitation du réseau routier du Burundi ainsi que certaines études d'aménagements de l'aéroport de Bujumbura.

Sur le Programme Thématique Environnement et Forêts tropicales, un budget de 1.9 Mo€ a été

alloué à la Société Royale pour la Protection des Oiseaux (RSPB) pour un projet régional visant à « instituer un système effectif de monitoring d'Aires Protégées comme contribution à la réduction de la biodiversité en Afrique ». Dans ce cadre, RSPB travaille avec huit ONG nationales au Botswana, Burkina Faso, Burundi, Kenya, Tunisie, Uganda, Zambie et Zimbabwe. En 2007, la CE a financé la réalisation d'une excellente étude sur les modalités de financer sur le 10<sup>ème</sup> FED la réhabilitation du parc de la Ruvubu afin de conserver ses richesses en biodiversité.

Plusieurs lignes budgétaires permettent également à l'UE d'appuyer des acteurs non étatiques dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la promotion des droits humains.

Enfin, en 2007 la CE a poursuivi la mise en œuvre de tous ses projets avec le souci d'améliorer sa relation de partenariat avec les autorités nationales et en cherchant à renforcer l'appropriation des stratégies de réformes et de développement par la partie burundaise (CELON, Cellule d'Appui, élaboration de Cadre de Partenariat, Groupe de Coordination des Partenaires etc.). La CE a également chercher à mettre en œuvre la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide au sein de ces même structures en multipliant les initiatives et les efforts de communication, coordination et complémentarité avec les autres partenaires techniques et financiers du Burundi.

#### **4. COORDINATION DES BAILLEURS ET HARMONISATION**

Une coordination sectorielle est opérationnelle dans quelques secteurs, dont le nombre s'est accru en 2007. En effet la coordination a connu une accélération dans le domaine de la santé à l'initiative du Royaume-Uni et elle a bien démarré dans les secteurs de la justice (EU, UK, Suède, Belgique, BINUB) et la décentralisation (mise en place d'un programme complémentaire d'intervention entre BM, EU, D, Suisse, PNUD) alors qu'elle s'est maintenue à un bon niveau en éducation (F, B, UK, BM). La coordination dans le domaine des programmes et des projets d'appui budgétaire et d'appui aux réformes de la gestion des finances publiques s'est poursuivie de façon régulière. Le Cadre de Partenariat entre le Gouvernement du Burundi et les Bailleurs de fonds relatif aux appuis budgétaires s'est réuni lors des missions des PTF, en particulier lors des missions de revue du programme du FMI. Certains projets controversés, tel que le projet de la future Loi Organique des Lois de Finances ont été discuté au sein de ce groupe. De même, la crise du deuxième semestre (Interpetrol) et les difficultés rencontrées par le gouvernement à remplir les conditions pour le décaissement des appuis budgétaires ont été gérées conjointement avec les PTF du Cadre de Partenariat avec le partage régulier d'informations de la part du Gouvernement et du FMI.

La coordination intra-européenne avait été relancée fin 2006 à l'initiative de la Délégation. Elle a bien fonctionné au premier semestre 2007 mais s'est essouffée au 2<sup>ème</sup> semestre car la Délégation n'avait pas le personnel suffisant pour continuer cette tâche (pas de Chef de Coopération et un seul Chef de Section Opérations). Les prévisions de commencer à travailler par thème avec des chefs de file pour chacun des thèmes ne se sont donc pas réalisées. Seul l'outil informatique qui permettrait d'avoir une banque de données fiables, si chacun fait l'effort permanent de mise à jour, est en place. La France qui exerce la Présidence de l'Union en 2008 au Burundi et qui a un Chef de Coopération a relancé cette initiative avec l'accord de l'ensemble des missions européennes au Burundi.

En juillet 2007, la Délégation a par ailleurs transmis à l'Ordonnateur National le Code de Conduite sur la Division du travail adopté par l'UE. L'ON n'a pas réagi à ce document (elle a en fait été démise de ses fonctions un mois plus tard après un scandale financier). Son successeur a été par la suite accaparé jusqu'à la fin de l'année par la résolution des graves problèmes budgétaires du pays avec le FMI. Ce code de conduite a par contre été discuté avec les Etats membres représentés sur place qui ont réagi favorablement même si sa mise en œuvre, au moins à court terme, ne sera pas sans difficultés.

La concertation régulière entre la Délégation et les représentations Etats membres permet à ces dernières d'adopter en général des positions communes (notamment dans les réunions locales de la

Commission de Consolidation de la Paix et du Comité de Pilotage Conjoint) et d'entreprendre des démarches politiques communes.

La Délégation et les représentations des Etats membres considèrent cependant que des concepts de la Déclaration de Paris tels que "l'appropriation" par les autorités locales et la nécessité pour celles-ci d'exercer un "leadership" ne pourront pas être appliqués à court terme au Burundi du fait des réalités du terrain. Ce pays a en effet des capacités réduites d'élaboration des programmes d'aide, d'absorption et de mise en œuvre de ceux-ci.

## **5. DIALOGUE DANS LE PAYS AVEC LES ANE's, LES AUTORITES LOCALES ET LES PARLEMENTS NATIONAUX**

La société civile burundaise est une société jeune et dynamique mais pas encore bien structurée. Cette société civile affiche un certain nombre de faiblesses. Des nombreuses associations souffrent d'un déficit organisationnel et fonctionnel qui cadre mal avec les objectifs ambitieux inscrits dans leurs chartes constitutives. Par ailleurs les acteurs non étatiques au Burundi ne sont pas familiarisés avec le FED dont ils maîtrisent mal les mécanismes et les enjeux, ce qui limite leur capacité à participer pleinement à des consultations. Il faut toutefois mentionner qu'elle a organisé en septembre un débat sur les APE et qu'elle avait demandé une renégociation de ceux-ci.

C'est pourquoi le premier travail du projet ARCANE a été de procéder à une identification de cette société civile, préalable à tout dialogue organisé. Toutefois, au travers des nombreux contrats existants sur les lignes budgétaires avec des ANE on peut considérer que des liens déjà solides ont été tissés avec certaines organisations. Ces liens pourront se renforcer et le dialogue souhaité s'instaurer vraiment lorsque la délégation bénéficiera des ressources humaines prévues à cet effet mais qui n'ont pas encore pu être mobilisées. En outre, pour la première fois, ils ont été invités à participer aux réunions sectorielles préparatoires à la rédaction du présent rapport.

Les relations avec les autorités locales ont un peu souffert de l'instabilité qui a prévalu cette année au niveau du gouvernement puisque le Burundi a connu au cours de l'année 2007 trois gouvernements différents. Pour autant elles ont été aussi bonnes que possible et les résultats obtenus en coopération, en nette amélioration par rapport à l'an dernier, en sont la démonstration. Par ailleurs la Commission a été pleinement associée à toutes les démarches qui ont été entreprises vis-à-vis des autorités afin de parvenir à une solution négociée à la crise politique. Le dialogue selon l'article 8 des accords de Cotonou n'a pas été très actif en 2007, mais il faut y voir aussi une des conséquences de la crise politique.

Des rencontres avec des parlementaires et plusieurs réunions avec les Présidents du Parlement et du Sénat ne permettent pas de dire, pour autant, qu'il y a eu un dialogue structuré avec ces institutions.

## **6. CONCLUSIONS**

L'année 2007 a été une année en demie teinte.

Au plan politique elle a été marquée par une très longue crise politique, de mars à novembre, qui a débouché sur une crise institutionnelle avec un Parlement qui n'a pu fonctionner faute de quorum de Juillet à Novembre. C'est par la négociation que cette crise a pu être résolue avec la mise en place, par le Président de la République en fin d'année 2007, d'un gouvernement d'« union nationale » comprenant les trois principaux partis politiques représentés au Parlement du Burundi.

L'arrivée de la délégation du Palipehutu-FNL à la table des négociations du Mécanisme conjoint de Vérification et de Suivi en février avait été saluée par tout le monde mais son départ précipité après plusieurs mois difficiles a remis tout en question. On peut même considérer que, sur ce sujet, la situation est plus mauvaise à fin 2007 qu'elle n'était à la fin 2006 car le cessez le feu est moins bien respecté maintenant qu'il ne l'était alors. En partie liée à ce problème, la sécurité s'est aussi notablement dégradée en 2007 au Burundi

Les décisions judiciaires rendues en début d'année avaient suscité beaucoup d'espoir dans la marche vers la démocratie et le renforcement d'un état de droit. Ces espoirs n'ont pas été confirmés et peu de progrès ont été enregistrés dans le respect des Droits de l'Homme, dans la lutte contre la corruption, dans la lutte contre l'impunité, et les violences faites aux femmes.

La Commission de Consolidation de la Paix des NU a élaboré en 2007 une Stratégie dans laquelle les engagements du Gouvernement, des NU, des partenaires et de la société civile sont clairement identifiés, un Mécanisme de Gestion et de Suivi de cette stratégie. Elle a aussi défini et approuvé un certain nombre de projets éligibles au Fonds de Consolidation de la Paix (PBF).

L'économie du Burundi est toujours fragile, faible et très dépendante des conditions climatiques car liée à la production agricole et notamment la production de café. Les résultats de croissance 2007 sont inférieurs aux prévisions et l'inflation maîtrisée avec difficulté.

L'aide au budget de l'état est encore indispensable et le scandale financier d'Interpetrol a retardé le décaissement des partenaires.

On a pu constater quelques progrès dans les domaines de la santé et surtout de l'éducation mais la route reste longue jusqu'aux objectifs du millénaire. La pauvreté reste encore à un niveau très élevée et en 2007 on ne voit pas encore les effets de la reprise de la coopération.

En effet, l'autre fait marquant de l'année 2007 est la reprise effective de la coopération avec le démarrage de nombreux projets, dans de multiples domaines, de la part de la Commission européenne mais aussi des EM et des autres partenaires du Burundi. Cette reprise a d'ailleurs été confirmée lors de la Table Ronde des partenaires du Burundi de mai 2007, qui a été un véritable succès.

Lors de cette Table Ronde, l'accent avait été mis sur la nécessité de renforcer la coordination de l'aide dans l'esprit de la Déclaration de Paris et d'en assurer un meilleur suivi. Une réflexion sur la mise en place d'un Groupe de Coordination des Partenaires a été entreprise pour finalisation début 2008.

L'immobilisme généré par la crise politique, l'instabilité gouvernementale (trois gouvernements différents en un an), les difficultés rencontrées dans les négociations avec le FNL, la recrudescence de l'insécurité n'ont pas permis de concrétiser dans la lutte contre la pauvreté les espérances engendrées par la forte reprise de la coopération au développement.

## 7. ANNEXES

- A. Annexes générales : revue pays
- B. Annexes à caractère rétrospectif : la situation financière
- C. Annexes à caractère prospectif :
  - Le calendrier indicatif des déboursements du 9<sup>ème</sup> et des FED précédents
  - Les engagements programmés du FED en 2008
- D. Annexes sur l'efficacité de l'aide.

**A. ANNEXES GENERALES**

**Revue pays**



Annexe 1 B - Indicateurs clés des ODM

	Indicateurs	1990	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2013	2015
Impact	1. Proportion population vivant à moins un \$ par jour (%)	34,9	67	70	70	68	69				
	2. Déficit pondéral des enfants (moins de 5 ans) (%)	38	45	45	45	45	37				
	3. Taux de mortalité infantile (moins de 5 ans) (1/1000)	118	190	184	180	181	165				
Résultats	4. Taux net de scolarisation primaire	68%	50,9%	59,1%	59,8%	72,4%	73%				
	5. Taux d'achèvement scolarisation primaire	60%	64%	58%	58%	38%	48%				
	6. Ratio filles / garçons Education primaire des filles	55%	44,8%	50%	54,3%	71,1%	72%				
	7. Proportion d'accouchements assistés par un personnel médical	24%	25%	22%	24%	24%	25%				
	8. Proportion d'enfants de moins d'un an vaccinés	83%	58%	60%	78%	78%	85%				
	9. Prévalence du VIH parmi les femmes enceintes âgées de 15 à 24 ans	11%	19%	17%	11%	10%	10%				
	10. Proportion de la population ayant accès à une desserte d'eau potable	51%	43%	43%	43%	43%	43%				

Commentaires:

L'état d'extrême pauvreté limite l'accès de la population burundaise aux services de base comme la santé et l'éducation. Le taux net de scolarisation qui atteignait 70 % en 1993 est tombé à 40 % en 1996. Il s'est progressivement amélioré pour atteindre 72,4 % en 2006 et 73 % en 2007, mais les besoins restent immenses compte tenu des effectifs en âge de scolarisation, de la pénurie des enseignants et du matériel didactique, et de la destruction des infrastructures. Avec la mesure de la gratuité de l'enseignement primaire, le nombre des effectifs en demande de scolarisation ne cesse d'augmenter. Avant 2005, le Ministère de l'Education nationale calculait le taux d'achèvement du cycle primaire de base des effectifs, mais après cette année, il a fait intervenir l'âge de 12 ans comme base de calcul du taux d'achèvement du cycle primaire, ce qui explique le taux d'achèvement de 38 % en 2006 et 48 % en 2007.

Compte tenu du contexte de post conflit dans lequel le pays se trouve, le système de santé éprouve des difficultés à répondre à la demande de soins. La mesure prise par le Gouvernement de la gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes qui accouchent a contribué à l'augmentation de la fréquentation des centres de santé et des hôpitaux mais a eu un effet pervers de surcharge des structures et équipes sanitaires déjà débordées. Le taux de couverture vaccinale de 83 % en 1990 a chuté à 58 % en 2000. Il a atteint 78 % en 2006 et 85 % en 2007. Le VIH/SIDA est devenu une des principales causes de mortalité, après le paludisme. La méthode d'évaluation de la prévalence évolue en vue d'arriver à des taux plus précis. Actuellement, la prévalence du VIH/SIDA pour les femmes enceintes de 15-24 ans est de 10%.

Le taux de desserte pour l'eau potable est estimé à 43 % en zones rurales et à 52 % en zones urbaines.

**B. ANNEXES A CARACTERE RETROSPECTIF :**

**La situation financière**

**Situation financière (en €) des 7ème, 8ème et 9ème FED au Burundi au 31/12/2007**

<b>Allocation au titre du 7ème FED (hors Stabex) : 68 820 626,51 €</b>					
Programmes	Total des engagements primaires (CF)	Montant total des contrats	Montant total des paiements	Taux réalisation Contrats/Convent. de Financ.	Taux réalisation Paiements/ Contrats
Alimentation en eau potable dans la Province de Rutana	4.032.448,16	4.032.448,16	4.032.448,16	100%	100,00%
Développement socio-économique Province de Kirundo	2.171.967,88	2.171.967,88	2.142.426,27	100%	98,6%
Programme Spécial de Réhabilitation pour Pays voisins du Rwanda	1.758.091,07	1.758.091,07	1.758.091,07	100%	100,00%
Programme de Réhabilitation du Burundi	43.151.397,26	43.001.658,69	42.419.957,62	99,7%	98,6%
Réhabilitation Sanitaire dans 5 Provinces	5.786.722,14	5.786.722,14	5.776.847,85	100%	99,8%
Appui à la Balance des paiements	11.920.000,00	11.920.000,00	11.920.000,00	100%	100%
Appui à l'Ordonnateur National du FED	1.822.671,85	1.822.671,85	1.820.311,72	100%	99,9%
<b>Total cumulé</b>	<b>68.820.626,51</b>	<b>68.670.887,94</b>	<b>68.049.770,97</b>	<b>99,8%</b>	<b>99,1%</b>
<b>Allocation au titre du 8ème FED (hors Stabex) : 47 248 772,38 €</b>					
Programmes	Total des engagements primaires (CF)	Montant total des contrats	Montant total des paiements	Taux réalisation Contrats/Convent. de Financ.	Taux réalisation Paiements/ Contrats
Appui au rapatriement volontaire des réfugiés burundais	25.000.000,00	25.000.000,00	22.500.000,00	100%	90%
Programme d'Allègement de la Dette et Appui aux Réformes Economiques	22.248.772,38	22.248.772,38	22.228.044,51	100%	100%
<b>Total cumulé</b>	<b>47.248.772,38</b>	<b>47.248.772,38</b>	<b>44.728.044,51</b>	<b>100%</b>	<b>95%</b>
<b>Allocation au titre du 9ème FED : 262 921 985,06 €</b>					
Programmes	Total des engagements primaires (CF)	Montant total des contrats	Montant total des paiements	Taux réalisation Contrats/Convent. de Financ.	Taux réalisation Paiements/ Contrats
Augmentation du plafond du Program. d'allègement de la dette (8ème FED)	4.520.000,00	4.520.000,00	4.520.000,00	100%	100%
Program.pluriannuel d'appui à la Réduction de la Pauvreté (Aide budgétaire)	41.873.333,00	41.286.150,00	41.008.966,43	99%	99,3%
Appui Budgétaire de Stabilisation Macroéconomique	32.680.000,00	31.900.310,00	17.248.736,00	98%	54,1%
Appui Transfoire au Secteur de la Santé Burundi	3.470.372,19	3.470.372,19	3.188.595,94	100%	91,9%
Aménagement et bitumage de la RN12 et Réhabilitation de la VUB	62.658.963,23	60.106.454,60	10.754.047,63	96%	17,9%
Support to the Peace Process in Burundi	13.949.316,64	13.949.316,64	13.949.316,64	100%	100%
Appui à la Bonne Gouvernance	19.750.000,00	7.392.494,80	3.463.026,27	37%	46,8%
Projet d'Appui et de Renforcement des Capacités des Acteurs non Etatiques	3.500.000,00	1.546.370,00	437.419,88	44%	28,3%
Programme Post-Conflict au Développement Rural	66.750.000,00	14.166.000,00	6.816.087,07	21%	48,1%
Projet de Développement dans la Santé au Burundi	7.870.000,00	344.800,00	-	4%	0,0%
Facilité de coopération technique	2.500.000,00	1.719.494,87	1.318.787,07	69%	76,7%
Appui à l'Ordonnateur National du FED	3.400.000,00	955.539,00	454.612,17	28%	47,6%
<b>Total cumulé</b>	<b>262.921.985,06</b>	<b>181.357.302,10</b>	<b>103.159.595,10</b>	<b>69%</b>	<b>56,9%</b>

NO	COMPTABLE	LIBELLE (ENG. I OU CONTRAT)	MONT. ENGAGE	MASSE CR	SOLDE DATE OUV	DATE FERM. A	1
		LIVRE DES COMPTES PAR PAYS					FELCPR-P
		ACP BU BURUNDI					
		O L A S (option 1.6.8)					
		9 eme FED; Sans les Clotures;					
		de :					
		a					
		12.2007					
9	ACP BU	021020300120 AIDE D URGENCE AIDCO- APPUI PROJET	13.949.316,64	13.949.316,64	0,00	17-11-2003	
D		SUPPORT TO THE PEACE PROCESS IN BURUNDI	13.949.316,64	13.949.316,64	0,00	19-02-2004	
Del		1 CONTRIBUTION FOR IMPLEMENTATION SUPPORT TO AMIB (AFRICAN UNI	13.949.316,64	13.949.316,64	0,00		
	TOTAL Cr. Delequees		13.949.316,64	13.949.316,64	0,00		
9	ACP BU	021020500110 COMPENSAT. DES PERTES EXPORT APPUI BUD	3.180.000,00	3.180.000,00	0,00	17-03-2004	
D		AUGMENTATION DE PLAFOND PROJET 8 ACP BU 09/10	3.180.000,00	3.180.000,00	0,00	24-09-2004	
Del		1 ADARE VOLET 2	3.180.000,00	3.180.000,00	0,00		
	TOTAL Cr. Delequees		3.180.000,00	3.180.000,00	0,00		
9	ACP BU	021010100110 SUPPORT MACROECONOMIQUE - APPUI BUDGE	1.340.000,00	1.340.000,00	0,00	18-03-2004	
D		AUGMENTATION DE PLAFOND PROJET 8 ACP BU 09/10	1.340.000,00	1.340.000,00	0,00	24-09-2004	
Del		1 ADARE VOLET 2	1.340.000,00	1.340.000,00	0,00		
	TOTAL Cr. Delequees		1.340.000,00	1.340.000,00	0,00		
9	ACP BU	021010200120 POL. SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPU	1.900.000,00	1.750.911,67	149.088,33	10-06-2004	
D		FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE	126.302,60	126.302,60	0,00	26-07-2005	14-12-2007
Del		1 EURATA-AMS 451-LOTI-ANIMATION POUR LA PROGRAMMATION DU	181.029,00	53.964,00	127.065,00	27-07-2005	
Del		2 SEMA BELGIUM-AMS451-ANIMATION POUR LA PROGRAMMATION DU	77.700,00	59.698,20	18.001,80	28-07-2005	14-03-2008
Del		3 DP-9/5/05-8/11/05-PROGRAMMATION DES ACTIVITES DVLPMR RURAL	64.166,00	62.066,00	2.100,00	13-09-2005	
Del		4 LETTRE DE MARCHÉ ANDRÉ3-BU-DEL/TEA CEGOS	199.399,00	199.399,00	0,00	22-11-2005	14-12-2007
Del		5 HERVE LETEUIL/CONTRAT D'ASSISTANCE TECHNIQUE DU6/10/05 AU	61.053,75	61.053,75	0,00	02-02-2006	24-08-2007
Del		6 JEAN-PIERRE LE GOFF/ASSISTANCE TECHNIQUE	103.949,32	103.949,32	0,00	03-02-2006	14-12-2007
Del		8 LE CABINET BAKER TILLY / AUDIT PREBU	4.200,00	4.200,00	0,00	22-02-2006	
Del		10 W.E. CERRITELLI/CONTRAT DE SERVICES	142.672,23	142.672,23	0,00	15-03-2006	21-12-2007
Del		11 COWI BELGIUM SPL/CONTRAT SPECIFIQUE	76.485,43	76.485,43	0,00	02-05-2006	14-12-2007
Del		12 TRANSTEC - CONTRAT CADRE - ETUDE DE FAISABILITE SECURITE ALI	75.471,36	75.471,36	0,00	08-05-2006	21-12-2007
Del		13 DANRSK LANDBRUGSRADGIVNING LANDSCENTRET FORENING - CONTRAT NO	82.444,31	82.444,31	0,00	08-02-2007	21-12-2007
Del		14 COWI - MISSION AT - PROFIL ENVIRONNEMENTAL PAYS	22.500,67	22.500,67	0,00	19-02-2007	21-12-2007
Del		15 ILF - ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'EVALUATION DES OFFRES DE	78.801,00	51.093,60	27.707,40	16-05-2007	
Del		17 CONTRAT CADRE - AT NEGOCIATION APE	0,00	0,00	0,00	27-06-2007	06-11-2007
Del		18 SHER/SEPARATION DU DAO RN13 - RN19	109.785,00	65.871,00	43.914,00	03-08-2007	
Del		20 HARESS PICKEL CONSULT AG-REF 2007/142485-ETUDE REHABILITATI	251.226,00	75.380,00	175.846,00	08-08-2007	
Del		21 DPI - RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS DU FED ET DES	93.726,00	56.235,60	37.490,40	11-08-2007	
Del		22 ACE - 2007/142342 -AT COMMERCE APE MISSION II	1.750.911,67	1.318.787,07	432.124,60		
	TOTAL Cr. Delequees		1.750.911,67	1.318.787,07			
9	ACP BU	021020300120 AIDE D URGENCE AIDCO- APPUI PROJET	3.470.372,19	3.470.372,19	0,00	12-08-2004	
D		APPUI TRANSITOIRE AU SECTEUR DE LA SANTE (PATSBU)	170.065,76	170.065,76	0,00	17-03-2005	
Del		1 DP 1 - MINISTERE DE LA SANTE	2.462.443,11	2.462.443,11	0,00	09-06-2005	
Del		2 DP 2 01042005-31052006SANTE BURANZA CIBITOKO CANKUZO RUTANA	714.753,50	541.956,11	172.797,39	10-06-2005	
Del		3 CHEMA SOPEX AT 540/2005 PROGRAMME D'APPUI TRANSITOIRE SUITE	62.805,82	62.805,82	0,00	12-10-2006	
Del		4 IBF INTERNATIONAL - MISSION D'EVALUATION DU PROJET PATSBU	60.304,00	30.152,00	30.152,00	12-10-2006	
Del		5 MAZARS ET GUERARD SA-MISSION D'AUDIT DU PROJET PATSBU DU 23/					



08.08.08	O L A S (option 1.6.8)	ACP BU	BURUNDI	de :	a	12.2007	FELCPR-P
08:22:36	9 eme FED; Sans les Clotures;			SOLDE DATE OUV	DATE FERM.	A	
NO COMPTABLE	LIBELLE (ENG.I OU CONTRAT)	MONT. ENGAGE	MASSE CR				
LIVRE DES COMPTES PAR PAYS							
ACP BU BURUNDI							
TOTAL Cr. Delequees		955.539,00	436.946,08	518.592,92			
9 ACP BU	13 Dec.13330/1 (1)PFI AIDCO/DEL/BU *80813 021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPU	19.750.000,00	7.172.000,80	12.577.999,20	27-02-2006		
D	APPUI BONNE GOUVERNANCE BURUNDI	1.649.598,00	381.309,16	1.268.288,84	19-12-2006		
Del	1 S.A. AGRER N.V - CONTRAT DE SERVICES	89.200,00	58.575,51	30.624,49	10-03-2007		
Del	2 AGRER - DEVIS PROGRAMME DE DEMARRAGE DU PROGRAMME *GUTWARA	2.756.000,00	650.758,52	2.105.241,48	29-06-2007		
Del	3 DP CROISIERE 1 DU 01072007 AU 30062008 - PROGRAMME BONNE	2.500.000,00	2.250.000,00	250.000,00	26-10-2007		
Del	4 UNFPA/RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT D	30.027,80	0,00	30.027,80	29-10-2007		
Del	5 SIRTECH - CONTRAT DE FOURNITURE DE MATERIELS ET DE SERVICES	147.175,00	0,00	147.175,00	06-12-2007		
Del	7 OLD EAST / FOURNITURES DE 5 VEHICULES POUR LE PROGRAMME D'AP	0,00	0,00	0,00	17-03-2008		
Del	8 TRANSTEC - CC SPECIFIQUE NO 2008/148376 - EXPERTISE INT.EN M	0,00	0,00	0,00	17-03-2008		
Del	9 TRANSTEC - CC SPECIFIQUE NO 2008/148406 - EXPERT EN FORMATIO	0,00	0,00	0,00	17-03-2008		
Del	10 TRANSTEC / CC SPECIFIQUE NO 2008/148415 - EXPERT POUR LA REO	0,00	0,00	0,00	18-03-2008		
Del	11 DIALOGUE CONSORTIUM - CC SPECIFIQUE NO2008/148421 - EXPERT E	0,00	0,00	0,00	27-06-2008		
Del	12 DP 2 BONNE GOUVERNANCE/GUTWARA NEZA	0,00	0,00	0,00			
TOTAL Cr. Delequees		7.172.000,80	3.340.643,19	3.831.357,61			
9 ACP BU	14 Dec.13373/1 (1)PEC AIDCO/DEL/BU *80813 021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPU	3.500.000,00	1.546.370,00	1.953.630,00	21-04-2006		
D	PROJET D'APPUI ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEU	499.260,00	99.852,00	399.408,00	15-01-2007		
Del	1 ICON - CELLULE DE GESTION	159.200,00	91.113,82	68.086,18	30-04-2007		
Del	2 ARCANÉ/DP 0 DU 01/05/07 AU 30/09/07	796.000,00	88.268,33	707.731,67	11-10-2007		
Del	3 DEVIS PROGRAMME DE CROISIERE 1 - ARCANÉ	91.910,00	0,00	91.910,00	31-10-2007		
Del	5 OLD EAST / FOURNITURE DE VEHICULES POUR LE PROGRAMME ARCANÉ	1.546.370,00	279.234,15	1.267.135,85			
TOTAL Cr. Delequees		6.295.430,00	2.714.464,28	5.235.816,65			
9 ACP BU	15 Dec.13421/5 (5)PFI AIDCO/DEL/BU *80813 021020300120 AIDE D URGENCE AIDCO- APPUI PROJET	10.000.000,00	10.000.000,00	0,00	23-06-2006		
D	PROGRAMME POST CONFLIT DEVELOPPEMENT RURAL (ENVELOPPE B)	6.500.000,00	3.275.672,00	3.224.328,00	26-11-2007		
Del	1 UNHCR/CONVENTION DE CONTRIBUTION	3.500.000,00	2.990.492,00	509.508,00	26-11-2007		
Del	2 UNICEF/CONVENTION DE CONTRIBUTION	10.000.000,00	6.266.164,00	3.733.836,00			
TOTAL Cr. Delequees		20.000.000,00	19.261.666,00	13.790.000,00	14-06-2006		
9 ACP BU	16 Dec.13421/1 (5)PFI AIDCO/DEL/BU *80813 021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPU	13.790.000,00	0,00	13.790.000,00			
D	FINANCEMENT ENV A REL 6 FED PROGRAMME POST-CONFLIT DEV/RU	0,00	0,00	0,00			
TOTAL Cr. Delequees		0,00	0,00	0,00			
9 ACP BU	17 Dec.13421/2 (5)PFI AIDCO/DEL/BU *80813 021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPU	5.235.000,00	0,00	5.235.000,00	14-06-2006		
D	ENV A RELIQ 7 FED PROGRAMME POST-CONFLIT DEV RURAL	0,00	0,00	0,00			
TOTAL Cr. Delequees		0,00	0,00	0,00			
9 ACP BU	18 Dec.13421/3 (5)PFI AIDCO/DEL/BU *80813 021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPU	11.925.000,00	0,00	11.925.000,00	14-06-2006		
D	ENV A RELIQ 8 FED PROGRAMME POST CONFLIT DEV RURAL	0,00	0,00	0,00			

08.08.08		O L A S (option 1.6.8)		LIVRE DES COMPTES PAR PAYS		a		12.2007		4	
08.22:36		9 eme FED; Sans les Clotures;		ACP BU BURUNDI		de :		DATE FERM. A		FELCPR-P	
NO COMPTABLE		LIBELLE (ENG. I OU CONTRAT)		MONT. ENGAGE		MASSE CR		SOLDE DATE OUV		DATE FERM. A	
TOTAL Cr. Delequees				0,00		0,00		0,00			
9 ACP BU	19 Dec.13421/4 (5)PFI	AIDCO/DEL/BU *80813	021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPUI	1.983.000,00	1.983.000,00	23.817.000,00	14-06-2006				
D		ENV A DOT 9 FED	PROGRAMME POST CONFLIT DEV RURAL	25.800.000,00	1.983.000,00	1.500.400,00	26-06-2007				
Del	1	SOPEX/AT A LA GESTION ET EXECUTION DU PPCDR		1.856.000,00	355.600,00	41.011,35	21-08-2007				
Del	2	SOPEX/ DP DEMARRAGE PPCDR		127.000,00	85.988,65	0,00	15-02-2008				
Del	3	SOPEX/DP 1 PPCDR		0,00	0,00	0,00	24-04-2008				
Del	4	OLD EAST/FOURNITURE VEHICULES 4X4 POUR LE PPCDR		0,00	0,00	0,00	03-06-2008				
Del	5	INFOCOM/FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE AU PPCDR		0,00	0,00						
TOTAL Cr. Delequees				1.983.000,00		441.588,65		1.541.411,35			
9 ACP BU	20 Dec.12998/2 (6)PFI	AIDCO/DEL/BU *80813	021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPUI	15.497.119,37	15.497.119,37	2.880,63	07-12-2006				
D		AMENAGEMENT DE LA RN 12	GITEGA-KARUZI-MUYINGA - AVENANT 1	15.500.000,00	15.497.119,37	11.860.059,29	19-07-2007				
Del	1	SOGEA-SATOM/CONSTRUCTION RN12 ET REHABILITATION VUB		14.760.999,37	2.900.940,08	736.120,00	17-09-2007				
Del	2	SGL/SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA VU		736.120,00	0,00						
TOTAL Cr. Delequees				15.497.119,37		2.900.940,08		12.596.179,29			
9 ACP BU	21 Dec.13691/1 (1)PEC	AIDCO/DEL/BU *80813	021020300120 AIDE D URGENCE AIDCO- APPUI PROJET	7.870.000,00	7.870.000,00	7.870.000,00	13-04-2007				
D		PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LA SANTE AU BURUNDI		7.870.000,00	0,00	0,00	07-03-2008				
Del	1	AEDES / CONTRAT D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU PROJET LRSD *SANTE		0,00	0,00	0,00	01-04-2008				
Del	2	LRSD SANTE PLUS / DP DE DEMARRAGE POUR LA PERIODE DU 0104200		0,00	0,00	0,00	30-05-2008				
Del	3	SANTE PLUS / DEVIS - PROGRAMME NOI DE CROISIERE POUR LA P		0,00	0,00						
TOTAL Cr. Delequees				7.870.000,00		7.870.000,00		0,00			
9 ACP BU	22 Dec.13754/1 (1)PFI	AIDCO/DEL/BU *80813	021010100110 SUPPORT MACROECONOMIQUE - APPUI BUDGE	29.000.000,00	29.114.560,00	885.440,00	31-05-2007				
D		APPUI BUDGETAIRE DE STABILISATION MACRO-ECONOMIQUE_2007-2		30.000.000,00	29.114.560,00	14.500.000,00	17-10-2007				
Del	2	APPUI BUDGETAIRE - TRANCHES FIXES ET VARIABLES		29.000.000,00	14.500.000,00	114.560,00	20-11-2007				
Del	3	ECO - AUDIT FINANCIER ET INSTITUTIONNEL DES FONDS PPE		114.560,00	0,00	0,00	15-02-2008				
Del	4	MOORE STEPHENS / AUDIT COMPLEMENTAIRE DES FINANCES PUBLIQUES		0,00	0,00	0,00	22-02-2008				
Del	5	DP1 - PROGRAMME D'APPUI A LA STABILISATION MACROECONOMIQUE -		0,00	0,00	0,00	05-05-2008				
Del	6	ADE / CONTRAT SPECIFIQUE 2007/156207 AT MINISTERE DES FINANC		0,00	0,00	0,00	07-07-2008				
Del	7	CC BENEF NO 2008/159844 - AUDI FONDS IPPE - MISSION II		0,00	0,00						
TOTAL Cr. Delequees				29.114.560,00		14.500.000,00		14.614.560,00			
9 ACP BU	23 Dec.13755/1 (1)PES	AIDCO/DEL/BU *80813	021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPUI	600.000,00	600.000,00	600.000,00	31-05-2007				
D		FACILITE DE COOPERATION TECHNIQUE *FCT* II		600.000,00	0,00						
TOTAL Cr. Delequees				600.000,00		600.000,00		0,00			
9 ACP BU	24 Dec.12998/3 (6)API	AIDCO/DEL/BU *80813	021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPUI	6.167.667,00	6.167.667,00	6.167.667,00	19-07-2007				
D		AUGMENTATION PLAFOND DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT		6.167.667,00	6.167.667,00						
Del	1	SOGEA-SATOM/CONSTRUCTION RN12 ET REHABILITATION VUB		6.167.667,00	0,00						

LIVRE DES COMPTES PAR PAYS  
ACP BU BURUNDI

08.08.08 O L A S (option 1.6.8)  
08:22:36 9 eme FED; Sans les Clotures;

de : a 12.2007  
FELCPR-P

NO COMPTABLE LIBELLE(ENG. I OU CONTRAT) MONT. ENGAGE MASSE CR SOLDE DATE OUV DATE FERM. A

TOTAL Cr. Deleques	6.167.667,00	0,00	6.167.667,00	
9 ACP BU	25 Dec.12998/4 (6)API AIDCO/DEL/BU *80813 021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPU	16.971.275,30	0,00	0,00 31-05-2007
D	AUGMENTATION PLAFOND DE LA CONVENTION FINANCEMENT	16.971.275,30	0,00	16.971.275,30 19-07-2007
Del	1 SOGEA-SATOM/CONSTRUCTION RN12 ET REHABILITATION VUB	16.971.275,30	0,00	16.971.275,30
TOTAL Cr. Deleques	16.971.275,30	0,00	16.971.275,30	
9 ACP BU	26 Dec.12998/5 (6)API AIDCO/DEL/BU *80813 021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPU	19.935,20	0,00	0,00 31-05-2007
D	AUGMENTATION DE PLAFOND DE LA CONVENTION FINANCEMENT	19.935,20	0,00	19.935,20 19-07-2007
Del	1 SOGEA-SATOM/CONSTRUCTION RN12 ET REHABILITATION VUB	19.935,20	0,00	19.935,20
TOTAL Cr. Deleques	19.935,20	0,00	19.935,20	
9 ACP BU	27 Dec.12998/6 (6)API AIDCO/DEL/BU *80813 021010200120 POL.SECTORIELLE/PROJET/PROGRAMME-APPU	85,73	85,73	0,00 31-05-2007
D	AUGMENTATION DE PLAFOND DE LA CONVENTION FINANCEMENT	85,73	0,00	85,73 19-07-2007
Del	1 SOGEA-SATOM/CONSTRUCTION RN12 ET REHABILITATION VUB	85,73	0,00	85,73
TOTAL Cr. Deleques	85,73	0,00	85,73	

	Nbr.:	Eng. I	Cr. del	Engage	Paye	Non engage	Non paye
	Total	Clot.	Total	Clot.			
Total Enveloppe A (cotonou)	18	70	13	137.654.986,07	63.190.334,20	76.517.310,16	74.464.651,87
Total Enveloppe B (cotonou)	7	15	1	40.879.688,83	36.942.903,44	7.870.000,00	3.936.785,39
*** TOTAL Pays	25	85	14	178.534.674,90	100.133.237,64	84.387.310,16	78.401.437,26

LIVRE DES COMPTES PAR PAYS

08.08.08 08:22:36	O L A S (option 1.6.8) 9 eme FED; Sans les Clotures;	PAYS RPR	de : a 12.2007 DATE FERM. A	6 FELCPR-P
NO COMPTABLE	LIBELLE (ENG. I OU CONTRAT)	MONT. ENGAGE	MASSE CR	SOLDE DATE OUV
9 ACP RPR 39	85 BU : GVC (GRUPPO VOLONTARIATO CIVILE) : APPUI A ; EXPLOIT.	1.429.826,25	496.180,00	933.646,25 13-12-2006
9 ACP RPR 50	33 BU: SOLIDARITES - AMELIORER CONDITIONS SANITAIRES POP. PAUV.	1.140.000,00	541.338,00	598.662,00 24-09-2007

s contrats

GELE Jeannick

10:58:51

DELEG BI

DB rapports, dernière mise à jour 08/08/2008

Critère(s) de sélection

Domaine	NOT	FED
Etat	CO	EC
Zone géographique	NTA	bi
Type Contrat	ININ	SV
	G	
	=	
Nbre d'enregistrements	NOT	53
	=	

# Liste des contrats

Etat	Référence Agent/initiant opérationnel	Intitulé	Ligne budgétaire	Coût Total (EUR)	Contribution UE (EUR)	Payé (EUR)	FAL	Pays bénéficiaire	Date Début	Date de signature	Référence AO
En cours	DDH/1998/050-222 FORCAT LUQUE Miguel (AIDCO F 02)	BURUNDIPEACE TALKS TECHNICAL ACCOUNT COMPTE TECHNIQUEBANK TRANSFERT EC () Agent initiateur fina KLEIN Edith (AIDCO F 04) Secteur Secteur non spécifié	Multi	439,142.28	439,142.28	439,142.28	0.00	Burundi	01/01/1999 31/12/2001	31/12/2007	0
En cours	DDH/1999/050-309 FORCAT LUQUE Miguel (AIDCO F 02)	BURUNDIPEACE TALKS TECHNICAL ACCOUNT COMPTE TECHNIQUEBANK TRANSFERT EC () Agent initiateur fina KLEIN Edith (AIDCO F 04) Secteur Secteur non spécifié	Multi	1,466,982.87	1,466,982.87	1,466,982.87	0.00	Burundi	20/07/1999 31/12/2002	20/07/1999 31/12/2007	0
En cours	DDH/2002/066-821 PIERLOZ Sandrine (Del Burundi)	Pilot Programme to support local initiatives for reconciling divided Communities in Burundi AGENCY FOR COOPERATION AND RESEARCH IN DEVELOPMENT LBG (Royaume-Uni) Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Secteur non spécifié	Multi	824,637.00	659,710.00	628,163.56	31,546.44	Burundi	01/01/2003 01/11/2006	30/06/2008	0
En cours	DDH/2003/060-855 HOSTE Amaury (Del Burundi)	B7-701/2002/3039 Observation des Droits de l'Homme au Burundi UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT (Suisse) Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Droits de la personne	Multi	653,656.00	522,925.00	470,625.00	52,300.00	Burundi	01/04/2004 01/04/2006	28/05/2003 31/12/2007	0
En cours	DDH/2003/061-802 MAHGOUJ Samia (Del Burundi)	B7-701/2003/215 - DEVELOPMENT AND STRENGTHENING OF CIVIL SOCIETY AND EDUCATION FOR HUMAN RIGHTS STICHTING CARE NEDERLAND (Pays-Bas) Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Droits de la personne	Multi	1,225,000.00	980,000.00	882,000.00	98,000.00	Burundi	01/01/2004 06/09/2007	30/12/2003 06/07/2009	0
En cours	DDH/2003/063-986 HOSTE Amaury (Del Burundi)	B7-701/2003/403 OBSERVATOIRE DES DROITS DE LA PERSONNE LIGUE BURUNDAISE DES DROITS DE L'HOMME ITEKA ASBL (Burundi) Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Droits de la personne	Multi	283,594.00	283,594.00	283,594.00	0.00	Burundi	15/10/2003 31/03/2006	23/10/2003 15/04/2008	0
En cours	DDH/2005/088-397 HOSTE Amaury (Del Burundi)	Renforcement des capacités des institutions et de la société civile dans la Province de Karusi ASSOCIAZIONE COMUNITA IMPEGNO SERVIZIO VOLONTARIATO (Italie) Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Renforcement de la société civile	Multi	470,714.00	376,571.00	229,789.04	146,781.96	Burundi	01/03/2006 01/03/2009	31/12/2005 05/08/2010	0
En cours	DDH/2005/088-690 MAHGOUJ Samia (Del Burundi)	Programme d'appui à la justice au Burundi : Pour une égale protection devant la loi: Volet projet d'Appui à la société civile (ASC) RCN JUSTICE & DEMOCRATIE ASBL (Belgique) Agent initiateur fina	Multi	1,190,057.00	952,043.00	952,041.12	1.88	Burundi	01/01/2006 01/02/2008	13/12/2005 27/07/2009	0

# Liste des contrats

Etat	Référence Agent initiateur opérationnel	Intitulé	Régime budgétaire	Coût Total (EUR)	Contribution UE (EUR)	Payé (EUR)	RAL	Pays bénéficiaire	Date Début	Date échéance	Référence AO	Date de signature
En cours	DDH/2005/089-456 CAVERT Pierre-Antoine (Del Burundi)	PROJET DE RENFORCEMENT DU CADRE DE CONCERTATION DE LA SOCIETE CIVILE BURUNDAISE FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE ASBL (Burundi) Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure - DEL / BJM (Tel) *80813 (Del) Secteur Renforcement de la société civile	Multi	239,136.00	165,836.00	132,703.00	33,133.00	Burundi	28/01/2006	28/04/2008	0	16/12/2005 05/11/2009
En cours	DDH/2005/112-776 MAHGOUB Samia (Del Burundi)	Observation du processus démocratique et de bonne gouvernance au Burundi OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE DES ELECTIONS ASBL (Burundi) Agent initiateur fina NIBASUMBA Stanislas (Del Burundi) Secteur Droits de la personne	Multi	40,639.00	29,800.00	23,733.18	6,066.82	Burundi	15/12/2005	15/12/2007	0	14/12/2005 23/07/2009
En cours	DDH/2005/112-891 MAHGOUB Samia (Del Burundi)	L'émergence du droit à un procès équitable pour les victimes de torture au Burundi AVOCATS SANS FRONTIERES - BELGIQUEASBL (Belgique) Agent initiateur fina MUHZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Droits de la personne	Multi	1,150,000.00	920,000.00	736,000.00	184,000.00	Burundi	01/01/2006	31/12/2008	0	13/12/2005 30/06/2010
En cours	DDH/2005/113-167 HOSTE Amaury (Del Burundi)	Promotion des droits de l'homme et des aspects de la démocratie dans les quartiers nord de Bujumbura DIOCESE D'USUMBURA ASSOCIATION (Burundi) Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Droits de la personne	19.040300	97,009.92	86,729.04	71,990.97	14,738.07	Burundi	16/12/2005	16/12/2006	0	15/12/2005 27/07/2008
En cours	DDH/2005/113-260 HOSTE Amaury (Del Burundi)	ACTION CITOYENNE POUR LA PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME PAR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ASSOCIATION BURUNDAISE DES CONSOMMATEURS ASBL (Burundi) Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Droits de la personne	19.040300	29,928.00	23,296.00	14,644.51	8,651.49	Burundi	01/02/2006	01/08/2007	0	13/12/2005 28/01/2009
En cours	DDH/2005/113-292 HOSTE Amaury (Del Burundi)	Création d'un observatoire des droits de l'enfant au Burundi OEUVRE HUMANITAIRE POUR LA PROTECTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ENFANTEN DIFFICULTE ASBL (Burundi) Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Droits de la personne	19.040300	44,857.00	28,722.00	24,973.62	3,748.38	Burundi	14/12/2005	14/12/2006	0	13/12/2005 28/07/2008
En cours	DDH/2005/113-296 HOSTE Amaury (Del Burundi)	Projet de promotion et de sensibilisation à la démocratie et aux droits de l'homme par les ondes radio.	19.040300	58,735.00	46,110.00	45,577.79	532.21	Burundi	01/02/2006	01/02/2007	0	15/12/2005 28/07/2008

# Liste des contrats

Etat	Référence Agent initiateur opérationnel	Intitulé	Ligne budgétaire	Cour. Total (EUR)	Contribution UE (EUR)	Payé (EUR)	RAL	Pays bénéficiaire Date Début Date échéance	Référence AO Date de signature
		<b>MENYA MEDIA ASBL (Burundi)</b>							
		Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Droits de la personne							
En cours	DDH/2006/117-689 HOSTE Amaury (Del Burundi)	Promotion de la liberté d'expression au Burundi	19.040300	943,433.54	707,575.16	328,131.00	379,444.16	Burundi 17/02/2009	29/12/2006 19/08/2010
		<b>SEARCH FOR COMMON GROUND VZW (Belgique)</b>							
		Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Droits de la personne							
En cours	DDH/2006/117-739 MAHGOUB Samia (Del Burundi)	Projet pour l'instauration et la promotion d'un dialogue social entre le Gouvernement, les employeurs et les travailleurs à travers leur représentants au Burundi	Multi	503,997.61	403,198.09	322,559.00	80,639.09	Burundi 07/02/2007 07/02/2009	18/12/2006 31/08/2010
		<b>ISTITUTO SINDACALE PER LA COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO ONLUS (Italie)</b>							
		Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure - DEL / BJM (Tel) *80813 (Del) Secteur Droits de la personne							
En cours	DDH/2006/126-131 CAVERT Pierre-Antoine (Del Burundi)	Promotion de l'éducation pour les droits de l'homme, d'une citoyenneté active et d'une démocratie participative à un niveau de base au Burundi	19.040300	83,390.45	75,000.00	60,001.00	14,999.00	Burundi 01/02/2007 01/02/2009	21/12/2006 01/08/2010
		<b>OEUVRES DON BOSCO DU BURUNDI ASBL ()</b>							
		Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure - DEL / BJM (Tel) *80813 (Del) Secteur Secteur non spécifié							
En cours	DDH/2006/126-213 HOSTE Amaury (Del Burundi)	Développement de l'observatoire des droits de l'enfant	19.040300	72,071.00	48,239.00	38,591.00	9,648.00	Burundi 19/12/2006 19/12/2007	18/12/2006 11/08/2009
		<b>OEUVRE HUMANAIRE POUR LA PROTECTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ENFANTEN</b>							
		<b>DIFFICULTE ASBL (Burundi)</b>							
		Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Secteur non spécifié							
En cours	DDH/2006/126-294 CAVERT Pierre-Antoine (Del Burundi)	Campagne radiophonique pour la promotion des droits des groupes marginalisés ou vulnérables	19.040300	63,210.00	55,000.00	50,279.34	4,720.66	Burundi 19/12/2006 19/12/2007	18/12/2006 01/09/2009
		<b>RADIO CULTURE ASBL ()</b>							
		Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Secteur non spécifié							
En cours	DDH/2006/126-303 HOSTE Amaury (Del Burundi)	Assistance multidimensionnelle aux victimes de torture	19.040300	190,702.00	100,000.00	80,000.00	20,000.00	Burundi 13/02/2008	19/12/2006 15/08/2009
		<b>TRAUMA HEALING AND RECONCILIATION SERVICES ASBL ()</b>							
		Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Secteur non spécifié							
En cours	DDH/2006/126-305 CAVERT Pierre-Antoine	Sensibilisation de l'opinion publique sur les différends ethniques et le contexte au Burundi par	19.040300	44,269.00	39,842.00	31,874.00	7,968.00	Burundi 18/12/2006	17/12/2006

# Liste des contrats

Etat	Référence Agent initiateur opérationnel	Intitulé	Ligne budgétaire	Coût Total (EUR)	Contribution UE (EUR)	Payé (EUR)	RAL	Pays bénéficiaire	Date Début	Date de signature	Référence AO
		la prestation de deux pièces de théâtre dans l'ensemble du pays							18/10/2007		14/05/2009
	(Del Burundi)	<b>LA TROUPE DU PILIPILI ASBL ()</b>									
		Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi)									
		Secteur non spécifié									
En cours	DDH/2007/146-592 PIERLOZ Sandrine (Del Burundi)	Accompagnement et prise en charge médicale, psychologique et juridique des victimes de torture	19.040500	94,724.00	85,252.00	36,647.00	48,605.00	Burundi	06/12/2007	05/12/2007	0
		<b>ACTION DES CHRETIENS POUR L'ABOLITION DE LA TORTURE ASBL ()</b>							06/12/2009	21/07/2011	
		Agent initiateur fina MUHZI Bonaventure (Del Burundi)									
		Secteur Droits de la personne									
En cours	DDH/2007/146-608 CAVERT Pierre-Antoine (Del Burundi)	Protection et défense des droits des orphelins et autres enfants vulnérables par les Communautés de base	19.040500	90,971.42	80,737.13	64,589.70	16,147.43	Burundi	29/11/2007	28/11/2007	0
		<b>FVS/AMADE BURUNDI ASSOCIATION ()</b>							29/11/2008	21/07/2010	
		Agent initiateur fina MUHZI Bonaventure (Del Burundi)									
		Secteur Droits de la personne									
En cours	DDH/2007/146-615 PIERLOZ Sandrine (Del Burundi)	Renforcement des actions de promotion des droits de l'enfant au Burundi	19.040500	73,989.00	50,699.00	23,445.00	27,254.00	Burundi	04/12/2007	03/12/2007	0
		<b>OEUVRE HUMANTAIRE POUR LA PROTECTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ENFANTEN DIFFICULTE ASBL (Burundi)</b>							04/06/2009	21/01/2011	
		Agent initiateur fina NIBASUMBA Stanislas (Del Burundi)									
		Secteur Droits de la personne									
En cours	DDH/2007/146-684 MAHGOUB Samia (Del Burundi)	Contribution à la promotion de l'égalité, de la tolérance et de la paix pour le peuple minoritaire et autochtone batwa du Burundi	19.040500	71,904.00	62,556.48	23,607.64	38,948.84	Burundi	29/11/2007	28/11/2007	0
		<b>UNISSONS-NOUS POUR LA PROMOTION DESBATWA ASBL ()</b>							29/11/2009	25/01/2011	
		Agent initiateur fina MUHZI Bonaventure (Del Burundi)									
		Secteur Droits de la personne									
En cours	FOOD/2006/109-708 FOX Stephan (Del Burundi)	Projet pilote d'appui aux initiatives locales d'auto-développement des groupes communautaires de base par le biais du développement de la filière pomme de terre à Karusi	Multi	239,177.00	191,342.00	153,073.40	38,268.60	Burundi	31/01/2006	30/01/2006	0
		<b>RESEAU BURUNDI 2000-PLUS ASBL (Burundi)</b>							31/05/2008	19/09/2009	
		Agent initiateur fina MUHZI Bonaventure (Del Burundi)									
		Secteur non spécifié									
En cours	FOOD/2006/109-716 FOX Stephan (Del Burundi)	Renforcement de la filière de production de semences de qualité pour l'amélioration de la production agricole à Karusi	Multi	333,375.00	300,000.00	240,003.00	59,997.00	Burundi	11/02/2006	10/02/2006	0
		<b>ASSOCIAZIONE COMUNITA IMPEGNO SERVIZIO VOLONTARIATO (Italie)</b>							11/02/2008	18/09/2009	

# Liste des contrats

Etat	Référence Agent initiateur opérationnel	Intitulé	Ligne budgétaire	Coût Total (EUR)	Contribution UE (EUR)	Payé (EUR)	RAL	Pays bénéficiaire	Date Début	Date de signature
		<b>Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi)</b>								
En cours	FOOD/2006/109-717 FOX Stephan (Del Burundi)	Appui aux Associations Paysannes dans la Province de Bujumbura Rural <b>GRUPPO DI VOLONTARIATO CIVILE ONLUS (Italie)</b> Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur non spécifié	Multi	403,494.00	363,145.00	289,499.89	73,645.11	Burundi	23/02/2006 31/12/2007	22/02/2006 13/06/2009
En cours	FOOD/2006/109-718 FOX Stephan (Del Burundi)	Sécurité Alimentaire et appui aux organisations paysannes dans les provinces de Muramvya, Mwaro et Cankuzo <b>SOLIDARITES (France)</b> Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur non spécifié	Multi	580,000.00	480,000.00	458,219.29	21,780.71	Burundi	31/01/2006 30/04/2007	30/01/2006 13/12/2008
En cours	FOOD/2006/109-726 FOX Stephan (Del Burundi)	Programme de soutien à l'économie alimentaire des ménages dans Kayanza et Ngozi <b>ACTION CONTRE LA FAIM (France)</b> Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur non spécifié	Multi	481,000.00	428,400.00	298,961.80	129,438.20	Burundi	01/02/2006 01/06/2007	31/01/2006 12/01/2009
En cours	FOOD/2006/109-727 FOX Stephan (Del Burundi)	Projet d'encadrement des femmes veuves et des vulnérables par la multiplication, diffusion et vulgarisation de l'élevage bio de la volaille <b>ACTION SOCIALE ET D'ASSISTANCE AUX VULNERABLES ET ORPHELINS ASBL (Burundi)</b> Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur non spécifié	Multi	288,779.00	237,000.00	189,671.00	47,329.00	Burundi	14/02/2006 14/02/2009	13/02/2006 13/06/2011
En cours	FOOD/2007/137-806 FOX Stephan (Del Burundi)	PARSAD - Projet d'Appui à la Restauration de la Sécurité Alimentaire au Burundi - Composante 2: Opérations pilotes de restauration de la sécurité alimentaire <b>THE FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (Italie)</b> Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Programmes de sécurité et d'aide alimentaire	21,020100	1,743,000.00	1,500,000.00	1,136,255.00	363,745.00	Burundi	01/05/2007 01/11/2008	12/04/2007 01/05/2010
En cours	FOOD/2007/142-609 FOX Stephan (Del Burundi)	Amélioration de la situation socio-économique des populations vulnérables dans la commune de Cankuzo <b>CRUZ ROJA ESPANOLA (Espagne)</b> Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Programmes de sécurité et d'aide alimentaire	Multi	444,334.87	355,467.90	129,938.43	225,529.47	Burundi	07/09/2007 07/09/2009	06/09/2007 30/06/2010
En cours	FOOD/2007/142-613 FOX Stephan (Del Burundi)	"Projet de multiplication des bouteures de Manioc et d'aide alimentaire aux ménages vulnérables en	Multi	172,372.29	155,135.06	85,990.10	69,144.96	Burundi	10/08/2007 10/11/2009	09/08/2007 31/12/2010

# Liste des contrats

Etat	Référence Agent initiateur opérationnel	Intitulé	Ligne budgétaire	Coût Total (EUR)	Contribution UE (EUR)	Payé (EUR)	RAL	Pays bénéficiaire	Date Début	Date de signature	Références AO
Burundi		commune Butezi (Province RUMGI)"									
		<b>CADRE ASSOCIATIF DES SOLIDAIRES DUBURUNDI ASBL ()</b>									
		Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi)									
		Secteur Programmes de sécurité et d'aide alimentaire									
En cours	FOOD/2007/142-668 FOX Stephan (Del Burundi)	"Appui à la sécurité alimentaire écologiquement durable dans la province de Muyinga"	Multi	231,734.82	208,561.34	109,235.95	99,325.39	Burundi	09/08/2007 09/08/2009	08/08/2007 30/06/2010	0
		<b>RESEAU BURUNDI 2000-PLUS ASBL (Burundi)</b>									
		Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi)									
		Secteur Programmes de sécurité et d'aide alimentaire									
En cours	FOOD/2007/142-670 FOX Stephan (Del Burundi)	"Projet d'appui à la sécurité alimentaire dans la commune de BUGABIRA (province de KIRUNDO au Burundi)"	Multi	616,604.50	480,951.50	260,273.51	220,677.99	Burundi	23/08/2007 23/02/2009	22/08/2007 30/06/2010	0
		<b>DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE EV (Allemagne)</b>									
		Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi)									
		Secteur Programmes de sécurité et d'aide alimentaire									
En cours	FOOD/2007/142-671 FOX Stephan (Del Burundi)	"Projet durable pour la réhabilitation de la sécurité alimentaire des communautés en province CANKUZO (commune Cankuzo, Gisagara et Mishiha)"	Multi	260,888.00	227,755.00	127,727.00	100,028.00	Burundi	10/08/2007 10/08/2009	09/08/2007 31/12/2010	0
		<b>ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT INTEGRAL DES COMMUNAUTES ()</b>									
		Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi)									
		Secteur Programmes de sécurité et d'aide alimentaire									
En cours	FOOD/2007/143-002 FOX Stephan (Del Burundi)	Projet de multiplication et de diffusion de matériel de plantation de colocase en province de Rutana	Multi	488,020.31	390,416.25	176,373.20	214,043.05	Burundi	21/08/2007 21/02/2010	20/08/2007 31/12/2011	0
		<b>ISTITUTO SINDACALE PER LA COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO ONLUS (Italie)</b>									
		Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi)									
		Secteur Programmes de sécurité et d'aide alimentaire									
En cours	FOOD/2007/146-461 FOX Stephan (Del Burundi)	Programme de sécurité alimentaire dans la province de Cankuzo au Nord-Est du Burundi	Multi	847,561.93	677,710.52	254,551.39	423,159.13	Burundi	07/12/2007 07/06/2010	06/12/2007 19/01/2012	0
		<b>WORLD VISION DEUTSCHLAND E.V. (Allemagne)</b>									
		Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi)									
		Secteur Programmes de sécurité et d'aide alimentaire									
En cours	MAP/2006/124-304 NIYOGUSABA Egide (Del Burundi)	Support to the Burundi Capacity Development Mine Action Programme	Multi	1,435,086.68	1,435,086.68	1,035,675.00	399,411.68	Burundi	01/01/2007 01/10/2008	29/12/2006 11/06/2009	0
		<b>UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (Etats-Unis)</b>									
		Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi)									
		Secteur Enlèvement des mines terrestres									
En cours	ONG-PVD/2002/020-025 HOSTE Amaury (Del AU BURUNDI)	READAPTATION DES PERSONNES HANDICAPEES AU BURUNDI	Multi	1,300,829.00	750,000.00	675,000.00	75,000.00	Burundi	01/11/2002	06/01/2003	0

# Liste des contrats

Etat	Référence Agent initiateur opérationnel	Intitulé	Ligne budgétaire	Coût Total (EUR)	Contribution UE (EUR)	Pays (EUR)	RAL	Pays bénéficiaire	Date Début	Date de signature	Référence AO
									Date échéance		
Burundi)		<b>ASBL HANDICAP INTERNATIONAL VZW (Belgique)</b> Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Services sociaux									31/10/2007
En cours	ONG-PVD/2002/020-058 CAVERT Pierre (Del Burundi)	PROJET POUR LA PROMOTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DES GROUPES VULNERABLES A TRAVERS LE DEVELOPEMENT DE L'EDUCATION PRIMAIRE, LA FORMATION PROFESSIONNELLE, LA MISE EN OEUVRE D'ACTIVITES PRODUCTIVES ET LA FORMATION D'ENSEIGNANTS TECHNIQUES LOCAUX	Multi	1,773,566.00	1,330,175.00	1,329,988.63	186.37	Burundi	31/12/2002	30/06/2008	0
En cours	ONG-PVD/2004/062-052 HOSTE Amaury (Del Burundi)	VOLONTARIATO INTERNAZIONALE PER LOSVILUPPO ASSOCIAZIONE (Consortium ) Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Education et formation plurisectorielles		489,794.85	342,856.40	342,856.40	0.00	Burundi	01/05/2004	01/11/2008	23/08/2004
En cours	ONG-PVD/2004/062-307 CAVERT Pierre-Antoine (Del Burundi)	AGRANDISSEMENT ET EQUIPEMENT DE L'ECOLE TECHNIQUE SECONDAIRE DE KRYAMA (BURUNDI) ASSOCIATION FOR CULTURAL, TECHNICAL AND EDUCATIONAL COOPERATION (Belgique) Agent initiateur fina BERGEY Marie-Laure (Del Burundi) Secteur Aide plurisectorielle pour les services sociaux de base	Multi	843,321.98	632,490.49	569,241.48	63,249.01	Burundi	12/08/2004	12/08/2008	11/08/2004
En cours	ONG-PVD/2005/113-751 FOX Stephan (Del Burundi)	PROGRAMA INTEGRAL DE ATENCION Y REDUCCION DE LA POBREZA DE LA POBLACION DESPLAZADA POR LA GUERRA EN BUTERERE Y KIYANGE, BURUNDI FUNDACION ALBOAN (Espagne) Agent initiateur fina BORREMANS Chantal (AIDCO F 04) Secteur Aide plurisectorielle pour les services sociaux de base	21.020300	820,000.00	615,000.00	490,570.52	124,429.48	Burundi	31/12/2005	03/08/2010	0
En cours	ONG-PVD/2005/115-039 MAHGOUB Samia (Del Burundi)	Consolidation des actions de prise en charge des personnes handicapées ASBL HANDICAP INTERNATIONAL VZW (Belgique) Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Santé de base	Multi	1,264,576.00	750,000.00	433,884.21	316,115.79	Burundi	01/03/2006	28/02/2010	20/12/2005
En cours	ONG-PVD/2006/119-471	Diversification des revenus agricoles au Burundi	21.020300	998,017.00	748,512.00	327,254.00	421,258.00	Burundi			29/12/2006

# Liste des contrats

Etat	Référence Agent initiateur opérationnel	Intitulés	Ligne budgétaire	Coût total (EUR)	Contribution UE (EUR)	Payé (EUR)	RAL	Pays bénéficiaire	Date Début	Date de signature	Référence AO	Date de signature
	FOX Stephan (Del Burundi)	par l'intensification de l'arboriculture et la fructiculture (DRABIAF)						Burundi	01/03/2007	01/09/2012		
En cours	ONG-PVD/2007/134-609 PIERLOZ Sandrine (Del Burundi)	CARITAS INTERNATIONAL ASBL (Belgique) Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Développement agricole	21.030100	1,173,046.35	749,500.00	231,233.11	518,266.89	Burundi	14/12/2007	13/12/2007	0	15/06/2011
		Intervention pour l'amélioration de la qualité de vie et de la capacité de développement des ménages vulnérables, à travers l'amélioration du système de l'éducation primaire										
En cours	ONG-PVD/2007/134-645 MAHGOUB Samia (Del Burundi)	FONDAZIONE AVSI (Italie) Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Enseignement primaire	21.030100	1,089,704.57	750,000.00	273,959.03	476,040.97	Burundi	11/12/2007	10/12/2007	0	15/06/2011
		Appui aux programmes de santé de base dans la province sanitaire de BUBANZA										
En cours	ONG-PVD/2007/135-039 PIERLOZ Sandrine (Del Burundi)	STICHTING CORDAID (Pays-Bas) Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Soins et services de santé de base	21.030100	922,671.70	692,003.78	249,757.26	442,246.52	Burundi	21/12/2007	20/12/2007	0	15/06/2012
		"Les Anges de Bujumbura. Renforcement des services en faveur des enfants de la rue et des jeunes désavantagés de Bujumbura"										
En cours	ONG-PVD/2007/135-105 NİYOGUSABA Egide (Del Burundi)	VOLONTARIATO INTERNAZIONALE PER LOSVILUPPO ASSOCIAZIONE (Italie) Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Education pour une meilleure qualité de la vie pour les jeunes et les adultes	21.030100	1,068,385.79	679,279.68	196,027.36	483,252.32	Burundi	01/12/2010	04/12/2007	0	01/12/2012
		Increase Access to Drinking Water for Rural communities and Strengthening of Local Water Structures in Rutana Province, Burundi.										
En cours	ONG-PVD/2007/135-363 FOX Stephan (Del Burundi)	CHRISTIAN OUTREACH (Royaume-Uni) Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Distribution d'eau potable de base et assainissement de base	21.030100	392,590.00	294,442.00	167,863.49	126,578.51	Burundi	13/12/2009	04/12/2007	0	30/06/2011
		Renforcement des capacités des coopératives agro-zootéchniques dans trois communes en province de Karuzi - BURUNDI										
		ASSOCIAZIONE COMUNITA IMPEGNO SERVIZIO VOLONTARIATO (Italie) Agent initiateur fina MUHIZI Bonaventure (Del Burundi) Secteur Développement agricole										

# Liste des contrats

Etat	Référence Agent initiateur opérationnel	Intitulé	Ligne budgétaire	Coût Total (EUR)	Contribution UE (EUR)	Payé (EUR)	RAL	Pays bénéficiaire	Date Début	Date échéance	Référence AO	Date de signature
				31,148,681.73	24,454,790.65	17,694,769.07	6,760,021.58					

STRATEGIE POUR	CONSENSUS EUROPEEN	SOUS SECTEUR ET	en euro x 1000 total cumulatif des engagements 31.12.07
L'AFRIQUE		APPUI BUDGETAIRE SECTORIEL	
Droits de l'homme et gouvernance	gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles	gouvernance	19.750
		réformes économiques et institutionnelles	
		Acteurs Non Etatiques	3.500
Paix et sécurité	prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Prévention des conflits et de la fragilité des états	
Croissance économique, intégration régionale et commerce	commerce et intégration régionale	Accords de Partenariat Economique	
		intégration économique régionale	
		développement du secteur privé	
	infrastructure, communication et transport	infrastructure, communication et transport	63.259
	eau et énergie	eau	
		énergie	
non spécifié			
investir dans les personnes	cohésion sociale et emploi	cohésion sociale et emploi	
	environnement et gestion durable des ressources naturelles	environnement et gestion durable des ressources naturelles	
	développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	développement rural et aménagement du territoire	56.750
		agriculture	
		sécurité alimentaire	
	développement humain	santé	
		éducation de base	
		éducation non spécifiée	
autres	FCT	FCT	1.900
	appui à l'ON	appui à l'ON	3.400
	non spécifié	non spécifié	
Appui Budgétaire	ABG	Appui Budgétaire Général	67.980
TOTAL	TOTAL	TOTAL	216.539
niveau de concentration sur les secteurs	pourcentage des engagements du 9ème FED couvert par les secteurs de concentration les plus importants plus ABG	secteur le plus important + ABG	60,60%
		deux secteurs les plus importants + ABG	86,80%
		Trois secteurs les plus importants + GBS	95,90%
		Quatre secteurs les plus importants + ABG	97,50%
		Cinq secteurs les plus importants + ABG	99,10%
		nbre de secteurs + ABG pour atteindre 85% du PIN	2
		secteurs (exclus NSA et ABG)	3

(uniquement pour les Délégations  
en Afrique)

En euro x 1000

STRATEGIE POUR L'AFRIQUE	CONSENSUS EUROPEEN	SECTEURS	PARTENARIATS ET ACTIONS PRIORITAIRES DU PLAN D'ACTION DE LISBONNE	engagements programmés sur le PIN pour le 10ème FED
Droits de l'homme et gouvernance	Gouvernance, droits de l'homme et appui aux réformes économiques et institutionnelles	Gouvernance	Partenariats pour 2. Gouvernance Démocratique et les Droits de l' Homme 7. Migration, Mobilité et Emploi	10.000
		Réformes économiques et institutionnelles		
		Acteurs Non Etatiques		4.000
Paix et sécurité	Prévention des conflits et de la fragilité des états	Prévention des conflits et de la fragilité des Etats	Partenariat sur 1. La paix et la sécurité	
Croissement économique, intégration régionale et le commerce	Commerce et intégration régionale	Accords de Partenariat Economique	Partenariat sur 3. le Commerce (et l'intégration Régionale)	1.000
		Intégration économique régionale	3. (le Commerce) et l'intégration Régionale	
		Développement du secteur privé		
	Infrastructures, communication et transport	Infrastructures, communication et transport	8. Partenariat pour Science, société de l'information, l'espace	22.000
	Eau et énergie	Eau		
		Energie	5. Partenariat pour l'Energie	10.000
Divers				
Investir dans les personnes	Cohésion sociale et emploi	Cohésion sociale en emploi	6. Partenariat sur le changement climatique	
	Environnement et gestion durable des ressources naturelles	Environnement et gestion durable des ressources naturelles		10.000
	Développement rural, aménagement du territoire, agriculture et sécurité alimentaire	Développement rural, aménagement du territoire		
		Agriculture		10.000
		Sécurité alimentaire		
	Développement humain	Santé		25.000
		Education de base		
Education non spécifiée				
Autres	FCT	FCT		25.000
	Soutien à l'ON	Soutien à l'ON		3.500
	non spécifié	non spécifié		
Appui Budgétaire	ABG	Appui Budgétaire Général		90.000
TOTAL	TOTAL	TOTAL	4. Partenariat sur les OMD	188.000

## **C. ANNEXES A CARACTERE PROSPECTIF**

- **Le calendrier indicatif des déboursements du 9<sup>ème</sup> et des FED précédents**
- **Les engagements programmés du FED en 2008**

**BURUNDI**

**SUMMARY of EDF FORECASTS 2008 - 2009**

	FORECASTS - 2008							TARGET ANNEE			
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50%M	2nd SEMESTER	LOW		MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50%M
New Global Commitments	0	0	0	0	0	0	0	53.500.000	0	26.750.000	26.750.000
New Individual Commitments	2.790.000	1.967.988	533.727	288.285	2.234.851	23.185.000	19.394.682	3.349.905	440.413	21.069.635	23.304.486
Payments	16.966.601	11.967.765	3.245.711	1.753.125	13.590.621	34.323.752	28.712.455	4.959.297	652.000	31.192.104	44.782.724
Decommitments	524.824					0					524.824
Decommitments to recommit	6.832					0					6.832
Reduction of Old RAL	537.660	509.386	18.500	9.774	518.636	0	0	0	0	0	518.636

	FORECASTS - 2009							TARGET ANNEE			
	1st SEMESTER	LOW	MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50%M	2nd SEMESTER	LOW		MEDIUM	HIGH	TARGET 100%L+50%M
New Global Commitments	26.000.000	0	26.000.000	0	13.000.000	0	0	0	0	0	13.000.000
New Individual Commitments	46.900.000	39.914.948	4.454.837	2.530.215	42.142.367	29.000.000	18.734.924	7.202.702	3.062.373	22.336.275	64.478.642
Payments	22.613.891	19.245.891	2.148.000	1.220.000	20.319.891	11.837.224	7.647.224	2.940.000	1.250.000	9.117.224	29.437.115

	SITUATION on 01/01/2008		SITUATION on 31/12/2008	
	ALL PROJECTS	PROJECTS included before YEAR 2003	ALL PROJECTS	PROJECTS included before YEAR 2003
Σ Ongoing GLOBAL COMMITMENTS	429.843.292	166.921.307	458.593.292	166.921.307
RAC	84.413.878	26.567	87.866.223	26.567
RAP	81.656.020	3.401.722	59.646.127	2.883.086
RAL	166.069.898	3.428.290	147.512.350	2.909.654
% RAL / Σ GLOBAL COMMITMENTS	39%	2%	32%	2%
Nbr of years to absorb RAL	4		3	

	Amount	Nbr
Calling in tenders	0	0
Extension Date		0
Reamendment budgetaire		0
Modification DTA		0
Total number of projects		0

Pipeline: commitment planning (global decisions)

Country: BURUNDI Commitment pipeline - 10e FED

	2008		2009		2010		2011		Amount of proposal in million €
	1st semester	2nd semester							
APE Forecast (March 2008)	PIF	AF AAP							1,000,000,000
Appuis budgétaires 2009-2011 Forecast (March 2008)	PIF*	AAP							4,800,000,000
FCI Forecast (March 2008)		AF AAP							2,500,000,000
Électrification Forecast (March 2008)		PIF	AF AAP						3,000,000,000
RN19 Forecast (March 2008)		PIF	AF AAP						225,000,000,000
Réhabilitation du parc RWubu Forecast (March 2008)		PIF*	AF*	AAP					4,000,000,000
Centres secondaires de transformation Forecast (March 2008)				PIF	AF AAP				10,000,000,000
Énergies renouvelables Forecast (March 2008)				PIF	AF AAP				10,000,000,000
Environnement Forecast (March 2008)				PIF	AF AAP				6,000,000,000
Appui au secteur de la santé Forecast (March 2008)				PIF	AF AAP				25,000,000,000
Bonne Gouvernance Forecast (March 2008)				PIF	AF AAP				7,000,000,000
Appui à l'Ordinateur National Forecast (March 2008)				PIF	AF AAP				3,500,000,000
Acteurs Non-Étatiques Forecast (March 2008)				PIF	AF AAP				4,000,000,000
Appuis budgétaires 2009-2013 Forecast (March 2008)							PIF AF AAP		42,000,000,000
									188,000,000,000

PIF = Submission of Project Identification Fiche (where applicable)

AF = Submission of Action Fiche

AAP = Submission of Annual Action Plan

Please fill in the table indicating with an \* the projects/programs the preparation of which would require support from Headquarters providing details in part 2 of the Management Plan (including support needed after the adoption of Annual Action Plans, where appropriate)

**D. ANNEXES SUR L'EFFICACITE DE L'AIDE**

**Annexe C du rapport sur la gestion de l'aide extérieure : questions sur les objectifs en matière d'efficacité de l'aide de l'UE.**

Chaque année, la Commission doit rendre compte de son niveau de performance par rapport aux quatre objectifs fixés par l'UE en matière d'efficacité de l'aide. Les données nécessaires à cet effet seront collectées par l'intermédiaire du système de notification du rapport sur la gestion de l'aide extérieure. Par conséquent, vous êtes invité à répondre avec précision aux questions ci-dessous pour nous permettre de mettre à jour les références actuelles limitées et, ultérieurement, d'effectuer un suivi annuel. Ces informations vous seront également précieuses lors de vos échanges avec vos homologues, avec les ONG et avec d'autres donateurs, notamment les États membres.

Étant donné les similarités entre les objectifs de Paris et ceux de l'UE pour les questions ci-dessous, il est fait référence aux questions correspondantes abordées dans l'étude de l'OCDE. Pour les définitions spécifiques des termes, veuillez vous référer aux «Définitions et orientations» de l'OCDE/CAD, partie 5 de l'étude sur le suivi de la Déclaration de Paris concernant l'efficacité de l'aide 2006 (lien ci-dessous). Conformez-vous scrupuleusement aux définitions de l'OCDE pour garantir l'établissement de rapports normalisés. Des notes de bas de pages ont été incluses afin d'apporter, le cas échéant, certaines précisions.

<http://www.oecd.org/dataoecd/13/29/36306366.doc>

<b>Objectif n° 1 de l'UE : Acheminer 50 % de l'aide intergouvernementale par l'intermédiaire de systèmes nationaux, notamment en augmentant le pourcentage de notre aide fournie par un appui budgétaire ou par des accords d'échanges.</b>		
Réf. OCDE : Q <sup>d</sup> 2	(i) Quel montant de l'APD avez-vous consacré, à l'échelle nationale, au secteur public durant l'exercice 2007 (en euros)? <sup>1</sup>	41.798.405 €
Q <sup>d</sup> 5	(ii) Pour quel montant de l'APD consacré au secteur public durant l'exercice 2007 les procédures d'exécution budgétaires nationales ont-elles été utilisées (en euros)?	16.300.000 €
Q <sup>d</sup> 6	(iii) Pour quel montant de l'APD consacré au secteur public durant l'exercice 2007 les procédures d'établissement de rapports financiers nationales ont-elles été utilisées (en euros)?	16.300.000 €
Q <sup>d</sup> 7	(iv) Pour quel montant de l'APD consacré au secteur public durant l'exercice 2007 les procédures nationales d'audit ont-elles été utilisées (en euros)?	16.300.000 €
Q <sup>d</sup> 9	(v) Pour quel montant de l'APD consacré au secteur public durant l'exercice 2007 les procédures nationales de passation de marchés ont-elles été utilisées (en euros)?	16.300.000 €
Définition de l'indicateur : $[(Qd5+Qd6+Qd7+Qd9)/4] / Qd2$		39%
Existe-t-il des initiatives importantes visant à encourager l'utilisation de systèmes nationaux dans votre pays? Si oui, décrivez-les brièvement. Dans la négative, indiquez les principales contraintes (utilisez une page supplémentaire si nécessaire)		
La gestion des finances publiques connaît encore beaucoup de difficultés et les mécanismes de contrôle sont en cours de mise en place. Le Burundi connaît encore très régulièrement des scandales financiers, dont le dernier INTERPETROL, est la cause du retard du paiement de l'appui budgétaire de la part de tous les partenaires car nous attendions le rapport de la mission du FMI qui a été reportée deux fois à cause de ce scandale.		

<sup>1</sup> En pratique, cela couvrira l'ensemble des décaissements au secteur public pour lesquels la délégation est l'ordonnateur subdélégué.

Objectif n° 2 de l'UE : Apporter l'ensemble de l'aide au renforcement des capacités par des programmes coordonnés dans le cadre d'une utilisation croissante de mécanismes multidonateurs <sup>2</sup>		
Réf. OCDE : Q <sup>d</sup> 3	Quel niveau de coopération technique avez-vous apporté durant l'exercice 2007 (CT totale en EUR)?	2.167.764 €
Q <sup>d</sup> 4	Quel niveau de coopération technique avez-vous apporté dans le cadre de programmes coordonnés pour soutenir le développement des capacités durant l'exercice 2007 (EUR)? (Veuillez utiliser les définitions données dans les orientations de l'OCDE)	441.407 €
Définition de l'indicateur : Q <sup>d</sup> 4 / Q <sup>d</sup> 3		20,4 %
Existe-t-il des initiatives importantes visant à encourager l'utilisation de programmes coordonnés dans le cadre de la coopération technique dans votre pays? Si oui, décrivez-les brièvement. Dans la négative, indiquez les principales contraintes.		

<sup>2</sup> Malgré les différentes formulations, l'objectif doit être interprété comme correspondant à l'indicateur 4 de la Déclaration de Paris. Tenez particulièrement compte de la définition de la question Q<sup>d</sup>4.

Objectif n° 3 de l'UE : Éviter la création de nouvelles unités de mise en œuvre des projets.		
Réf. OCDE : Q <sup>d</sup> 10	Combien d'unités parallèles de mise en œuvre des projets ont été financées par la CE durant l'exercice 2007?	3
	Combien d'unités intégrées de mise en œuvre des projets ont été financées par la CE durant l'exercice 2007?	1
	Combien de <u>nouvelles</u> unités parallèles de mise en œuvre des projets ont été créées avec l'aide de la CE durant l'exercice 2007?	3
	Combien de <u>nouvelles</u> unités intégrées de mise en œuvre des projets ont été créées avec l'aide de la CE durant l'exercice 2007?	1
Définition de l'indicateur : de nouvelles unités parallèles de mise en œuvre des projets ont-elles été créées avec l'aide de la CE?		Oui
Existe-t-il des initiatives importantes visant à réduire le nombre d'unités parallèles de mise en œuvre des projets dans votre pays? Si oui, décrivez-les brièvement. Dans la négative, indiquez les principales contraintes.		
<p>Pour l'instant les capacités des ministères au Burundi ne permettent pas d'envisager des approches programmes ou de l'appui budgétaire sectoriel. Il faut donc des Unités de Gestion pour les projets.</p> <p>Lorsque cela est possible on favorise la mise en place d'UG intégrée ? C'est le cas en 2007 pour le projet Appui à la CELON au ministère des Finances et c'est prévu pour le projet Santé Plus dont la CF a été signée en octobre 2007.</p>		

Objectif n°4 de l'UE : Réduire de moitié le nombre de missions non coordonnées.		
Réf. OCDE : Q <sup>d</sup> 15	Combien de missions sur le terrain ont été entreprises durant l'exercice 2007? <sup>3</sup>	4
Q <sup>d</sup> 16	Combien de ces missions étaient coordonnées?	1
Veuillez indiquer la répartition des missions entreprises par la Commission et ses services dans votre pays durant l'exercice 2007 dans le tableau ci-dessous :		
Missions effectuées par :	coordonnées	non coordonnées
Membres de la Commission		
AIDCO	1 Santé	1
DEV	2	2
RELEX		
TRADE		
ECHO		
FISH		
AUTRES DG		
Missions ROM		1
Autres consultants recrutés par la CE		
Total		
Définition de l'indicateur : (Q <sup>d</sup> 15 - Q <sup>d</sup> 16). Cela deviendra la référence pour une réduction ultérieure de 50 %		3%
Existe-t-il des initiatives importantes visant à réduire le nombre de missions non coordonnées dans votre pays? Si oui, décrivez-les brièvement. Dans la négative, indiquez les principales contraintes.		
La mise en place du Groupe de Coordination des Partenaires (GCP) résultant de la Table Ronde de mai 2007 devrait permettre une amélioration de cette situation mais cela demande une démarche volontariste de la part des différents partenaires, ce qui est loin d'être acquis.		

**Autres informations relatives à l'efficacité de l'aide (facultatif)**

<sup>3</sup> Cette question concerne les missions entreprises au départ du siège

## Feuille de route

- (i) Les missions de l'UE dans votre pays bénéficiaire ont-elles mis en œuvre la requête par laquelle le Conseil demandait d'élaborer une feuille de route pour encadrer l'application de la Déclaration de Paris? Si ce n'est pas le cas, expliquez-en brièvement les raisons.

La délégation a enclenché un mécanisme de coordination entre européens en fin 2006, qui a continué au cours du premier semestre 2007 et qui aurait pu déboucher sur l'élaboration d'une feuille de route. Pour insuffisance de personnel, cette initiative n'a pu se poursuivre au-delà de l'été.

La Présidence française a l'intention de reprendre cette démarche pour 2008

- (ii) Qui est chargé de ce travail et d'autres parties prenantes y participent-elles?

Le Chef de Délégation a assumé cette tâche dans sa phase de démarrage mais les sections opérationnelles n'ont pu prendre la suite, faute d'effectif suffisant.

- (iii) De quelle manière la feuille de route est-elle suivie? Quel est le degré d'implication du gouvernement dans la feuille de route et, plus généralement, dans la mise en œuvre des objectifs de la Déclaration de Paris?

Le Gouvernement fait souvent référence à la Déclaration de Paris pour demander aux partenaires de la respecter sans pour autant mesurer sa propre responsabilité ni prendre les mesures nécessaires pour assumer ses propres responsabilités. Les faibles capacités du gouvernement font qu'il n'est pas capable, dans la plupart des secteurs, d'être leader de cette coordination.

## Livre Bleu (Blue Book)

- (i) Existe-t-il un livre bleu retraçant les activités des donateurs au niveau national?

NON

- (ii) Est-il mis à jour activement et qui est chargé de ce travail?

## Site Internet :

- (i) Existe-t-il un site web national portant sur la coordination entre donateurs, l'harmonisation ou les questions relatives à l'efficacité de l'aide?

NON

- (ii) Qui gère ce site et est-il activement mis à jour?

- (iii) Veuillez indiquer l'URL de ce site.

Burundi donor matrix - Paiements - Année 2007 (en Millions €)

Sectors	Ap. Annual Funding	Budget support & aid forgiveness	Rural development	Food aid	Energy	Transport / Roads / Infrastructures	Education	Health	Water & Sanitation	Refugees	Gender	Private Sector / Commerce	Security	Decentralization	Justice	Economic governance	Democratic governance	Support to civil society	Emergency program
Germany	11,00								10,00	1,00					0,04		5,03	0,08	0,08
Belgium	21,70		0,19	3,30		1,04	5,54	1,60	0,12	2,60		0,02	0,46				0,53		2,17
UK	9,08			1,97			0,02	1,66		1,61				0,99		0,13			2,17
France	9,28	2,00	0,02	0,30			3,64	0,08		0,40		0,10	0,31	0,36		0,70		0,87	0,50
Netherlands	17,10	10,50		2,40				0,90		1,30		2,00			2,00				
European. Com.	69,73	16,30	4,96	2,83		10,70				11,74		0,10	1,04		1,10	3,43	4,29	13,24	
<b>Total UE</b>	<b>137,89</b>	<b>28,80</b>	<b>5,17</b>	<b>10,80</b>	<b>0,00</b>	<b>11,74</b>	<b>9,20</b>	<b>4,24</b>	<b>10,12</b>	<b>18,65</b>	<b>0,00</b>	<b>2,22</b>	<b>1,81</b>	<b>1,35</b>	<b>0,04</b>	<b>3,93</b>	<b>8,99</b>	<b>5,24</b>	<b>15,99</b>
United States*	9,85			x			x	x		x	x	x	x		x	x	x	x	x
IMF	5,84	5,84																	
ADB*	4,09					x										x			x
Switzerland	5,16			0,90				1,72			0,13		0,21	0,57	0,31		0,44		0,88
WB	75,34	36,50	7,45			20,00	1,39	4,09					1,17	2,26		2,48			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>238,17</b>																		

(average rates from OECD for 2007)

1 EUR = 1,37\$  
 1 GBP = 2,00 \$  
 1 INR = 0,17\$  
 1 CHF = 0,89 \$